



## **Conseil de Métropole**

### **Montpellier Méditerranée Métropole**

- - - - -

**Séance publique du  
22/07/2015**

- - - - -

## **PROCES-VERBAL**

## **Monsieur le Président**

Je déclare ouvert la séance du Conseil de Métropole du 22 juillet 2015. Je vais demander à Madame Dardé, première Vice-Présidente de bien vouloir me rejoindre à la tribune. Mademoiselle Bodkin pour l'appel. Mademoiselle Bodkin, vous avez la parole.

Mademoiselle BODKIN procède à l'appel.

## **Mademoiselle BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

Avant de passer à l'ordre du jour et à son approbation, je voulais vous faire part de quelques informations qui concernent le Conseil de Métropole. D'abord, vous avez une série de documents sur les tables, à la fois les suppléments culture, et j'ai fait joindre aussi les deux courriers que j'ai adressés pour la Capitale Régionale, l'un à Damien Alary et le second à Marylise Lebranchu. Vous devez avoir la copie. Vous avez également à noter les prochains Conseils de Métropole qui se tiendront le 30 septembre à 18 heures, le 12 novembre à 18 heures et le 17 décembre à 18 heures. Quelques informations supplémentaires pour remercier de leurs prises de position concernant l'équité territoriale entre les deux Métropoles de Montpellier et de Toulouse les Conseils municipaux et les Maires des villes de Saint Georges d'Orques et de Murviel-lès-Montpellier, qui ont délibéré sur cet aspect-là. Donc, merci à Jean-François Audrin, à Isabelle Touzard et aux deux Conseils municipaux. Merci aussi au Parc Naturel Régional des Grands Causses qui s'est exprimé avec ses 98 communes, en faveur de la charte du Parlement des territoires de la Métropole.

Je voudrais également attirer votre attention sur deux points. Un point qui est d'ordre un peu personnel, mais que je tiens à indiquer en séance préliminaire, c'est celui qui concerne la présentation à la dernière séance de l'audit sur la SPA présenté par notre collègue, Jean-François Audrin, Maire de Saint Georges d'Orques. Dans la mesure où il est vétérinaire de profession, il a eu une remarque un peu acidulée du Conseil de l'Ordre National, ce qui est assez logique. Ne voulant pas créer de désagrément supplémentaire à Jean-François Audrin puisqu'il peut y avoir, étant donné qu'il est de la profession, une incompatibilité à traiter ce type de sujet, Madame Guiraud en dira un petit mot, j'assumerai la suite de cette affaire en direct, pour éviter tout problème à notre collègue, Jean-François Audrin.

## **Madame Guiraud**

Oui, Monsieur le Président, mes chers collègues, Monsieur Audrin n'a pas pu être présent ce soir et il m'a chargée de vous délivrer le message suivant, suite au dernier Conseil de Métropole qui s'est déroulé.

*« Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Maires, chers collègues,*

*Lors de mon intervention en séance du Conseil de Métropole le 29 juin dernier, en ma qualité de Vice-Président, rapporteur de l'audit, sur la SPA, mes propos ont semble-t-il été mal interprétés par la profession vétérinaire. Aujourd'hui, je veux dire devant vous que mon intention n'était absolument pas de porter atteinte à l'intégrité des vétérinaires ni même d'entacher leur profession. Je sais que ce sont des professionnels compétents, rigoureux et parfaitement honnêtes – et il insiste sur ce point. Je sais aussi que leur professionnalisme et leur bienveillance ne sont plus à démontrer. Loin de moi l'idée que l'un d'entre eux ait pu percevoir de l'argent indûment ; je suis profondément désolé que mes propos aient été mal interprétés et je comprends l'indignation qui peut être la leur aujourd'hui. A tous les vétérinaires qui ont été heurtés et froissés, je les prie de bien vouloir accepter toutes mes excuses. »*

Je vous remercie.

## **Monsieur le Président**

Merci Madame Guiraud. Pour plus de lisibilité (je vais le dire comme ça) dans cette affaire, pour éviter les amalgames trop rapides, je gèrerai les suites en direct avec la SPA.

Dernière affaire supplémentaire avant de faire quelques présentations chez les nouveaux venus, je voudrais vous dire deux mots sur le Contrat de Plan Etat/Région et vous indiquer que le volet métropolitain du Contrat de Plan Etat/Région n'est pas à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil Régional comme nous l'avions supputé. Séance du 22 juillet. Et la Région se refuse à appliquer la Loi Maptam traitant de la participation obligatoire de la Métropole à l'élaboration du Contrat de Plan Etat/Région. Dans la nouvelle loi, les Métropoles sont liées à la construction du Contrat de Plan Etat/Région et là, nous en avons été exclus parce que la Région ne s'engage pas sur des opérations, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Métropole. Je voudrais faire remarquer très gentiment à Monsieur le Préfet, qui a fait remarquer mon absence lors de la signature du CPER, qu'en principe, les Préfets ne font pas de politique. Voilà, je m'arrêterai là.

Ensuite, je voudrais vous donner le nom de ceux qui viennent rejoindre la Métropole et qui ont été recrutés à l'issue d'un jury. Tout d'abord, l'arrivée prochaine, au 1<sup>er</sup> septembre, de Monsieur Jean-Louis Sautreau, nouveau Directeur mutualisé Ville/Métropole de la culture ; ensuite, l'arrivée de Madame Diane Dusseaux, au 1<sup>er</sup> octobre, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades ; et enfin, l'arrivée de Patrick Pouget en octobre, nouveau Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional. Les trois recrutements ont été effectués. Je voudrais vous indiquer également qu'avec Bernard Travier, avec Nicole Liza à la ville de Montpellier, nous avons décidé que la thématique 2016 de la Comédie du Livre qui sera à maîtrise d'ouvrage métropolitaine organisée par la Métropole, aura comme pays invité, l'Italie.

J'ai oublié de vous dire que Montpellier sera candidate pour recevoir une étape du Tour de France et que j'aurais la réponse demain soir pour savoir si c'est 2016 ou 2017, puisque j'aurais Christian Prudhomme juste au moment du Conseil municipal de demain soir.

## **AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

### **Monsieur le Président**

Approbation de l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte 113 affaires. Je mets aux voix, qui est contre ? 1 contre. Qui s'abstient ? Madame Jamet, sur l'ordre du jour ?

### **Madame JAMET**

On n'a jamais eu l'occasion de se prononcer sur les décisions qui sont prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil.

### **Monsieur le Président**

C'est l'affaire 2, Madame Jamet.

### **Madame JAMET**

Oui, mais on passe directement au 3, on ne le vote jamais.

### **Monsieur le Président**

Mais non ! L'affaire 1, c'est l'ordre du jour, l'affaire 2, ce sont les décisions. Là, on parle de l'ordre du jour, 113 affaires.

**Madame JAMET**

J'ai une remarque à faire : vous nous avez donné deux correspondances qui sont éminemment importantes et édifiantes et intéressantes. On a juste le temps, je n'ai pas encore terminé la lettre que vous avez faite à Madame Lebranchu. Vous n'en discutez pas, vous nous laissez ça, pour quoi faire ?

**Monsieur le Président**

Dans le décret, Madame Jamet, le mot de Montpellier ne figure pas ! Et nous ne sommes pas consultés à titre officiel.

**Madame JAMET**

J'entends bien, j'ai pris le temps de le lire.

**Monsieur le Président**

Donc, il n'y a pas lieu de consulter.

**Madame JAMET**

Vous avez toujours été favorable à la création de cette grande région. Ce que je ne comprends pas, c'est que vous disiez que vous avez pu vous entretenir avec Madame Lebranchu, lors de son intervention en préfecture le 22 juin. J'y étais, je vous ai vu arriver un peu après et partir un peu avant et à quel moment vous vous êtes entretenu avec elle et qu'est-ce que vous avez... ?

**Monsieur le Président**

Vous n'allez pas me fliquer, quand même ?

**Madame JAMET**

Pardon ?

**Monsieur le Président**

Vous ne me fliquez pas quand même ?

**Madame JAMET**

Non, mais on était tous là, il y avait même Monsieur Revol qui se plaignait de...

**Monsieur le Président**

Bon, c'est hors sujet. Je mets aux voix l'affaire numéro 1, qui est...

**Madame JAMET**

Mais non ! C'est toujours *(Hors micro, inaudible 17'05)*

**Monsieur le Président**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

## **AFFAIRE N° 2 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Monsieur le Président**

Affaire 2 : Décisions. Qui est contre ? Questions ?

**Madame JAMET**

J'en ai pas mal. Je ne comprends pas que sur des sommes qui sont quand même assez importantes, vous nous balanciez ça sans qu'on puisse avoir d'autres informations. Je souhaiterais notamment en avoir une relativement à un marché d'assistance technique que vous avez donné à une entreprise à Gevrey-Chambertin et surtout sur une convention de domiciliation que vous avez donnée...

**Monsieur le Président**

C'est un donner acte, Madame Jamet. Il n'y a pas de vote sur l'affaire 2.

**Madame JAMET**

... à VEA France, filiale de la société chinoise Xing Tuan Zan Business Consulting.

**Monsieur le Président**

Bonsoir Monsieur Meunier !

**Madame JAMET**

Et je n'ai trouvé nulle part de trace de ces deux sociétés sur Internet et sur...

**Monsieur le Président**

Bon, nous allons prendre acte de l'affaire 2.

**Madame JAMET**

Attendez, vous donnez des avantages à des entreprises sur lesquelles on n'a aucune information et vous ne trouvez pas nécessaire de nous en parler ?

**Monsieur le Président**

Arrêtez ! Affaire numéro 3...

## **AFFAIRE N° 3 : RAPPORT D'AUDIT EXTERNE DU CABINET ADE TRANSPORT PORTANT SUR L'ETUDE FINANCIERE ET TECHNIQUE DE L'EXPLOITATION DES TRANSPORTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – INFORMATION**

**Monsieur le Président**

Je vais donner la parole à Monsieur l'auditeur et c'est Madame Gianiel qui interviendra au titre de l'Assemblée. Donc, communication de l'audit, sur la TaM.

## Monsieur le rapporteur de l'audit

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs bonsoir. Cet audit s'est déroulé à la rentrée 2014, au mois de septembre et d'octobre. Je tiens en préalable à remercier Monsieur Frizot et toute son équipe de la TaM qui nous ont réservé le meilleur accueil et qui nous ont donné l'ensemble des informations que nous avons sollicitées. Merci encore à la TaM.

Une dizaine de minutes ? On va essayer de présenter ça rapidement. Un résumé des analyses métiers et une conclusion.

Au niveau du résumé, ce que l'on peut dire parmi les points forts que l'on a notés, c'est un réseau de référence évidemment, votre réseau. Un réseau de référence au plan national et des réalisations tout à fait exemplaires. Un personnel compétent, fidèle à l'entreprise et ce, dans tous les domaines et une forte culture de services publics. Par ailleurs, une gestion, nous a-t-il semblé, tout à fait transparente vis-à-vis de la collectivité. Bien sûr, quelques pistes de progrès et d'amélioration qui nous sont apparues. Déjà, au niveau du reporting pas mal de complexité. Tout est dit, beaucoup de choses sont dites. Après, ce n'est pas facile de trouver la synthèse, il y a beaucoup de présentations. Un premier point.

On a noté un fonctionnement trop proche de la régie. Il ne s'agit pas de mettre en cause la créativité, la responsabilité de la TaM, simplement, on fait référence, on va dire, au portage ou au partage de risque, qui peut être, parfois, un petit peu dilué. Notamment dans le cadre d'avenants régulateurs et toujours fondés je pense, sur des retards d'urbanisation qui ont été notés par rapport aux prévisions initiales. Tout ça, c'est régulé. Pour autant, la TaM a pris ses responsabilités, notamment au niveau du contrôle de la fraude, de la lutte anti-fraude avec des dépenses substantielles qui ont été faites par l'entreprise, directement.

Un réseau, nous a-t-il semblé, un petit peu surdimensionné. On verra que l'offre tramway a été développée, que l'offre bus est un peu à la traîne, qu'il y a certainement des pistes d'amélioration de productivité. Il y a un peu une suroffre au niveau du transport urbain, mais aussi suburbain et peut-être également du transport à la demande. Un point à noter aussi, c'est le fort taux d'absentéisme qui est un peu chronique dans les métiers du transport public, mais qui est un peu au-dessus, sur votre région.

Au niveau des analyses métiers, on va voir les ressources humaines, la maintenance, l'exploitation, la gestion commerciale et le marketing et la partie financière, pour terminer. Je ne vais pas tout détailler, mais on va dire qu'au niveau des conditions de rémunération des agents, on est sur la fourchette haute des rémunérations des réseaux équivalents. En prenant tout en compte, en prenant le salaire de base, je ne vais pas rentrer dans les détails techniques, mais en prenant les conditions de travail et les avantages divers, les primes et autres éléments du variable, l'ensemble de ces éléments se révèle favorable au personnel de la TaM. L'absentéisme est un peu au-dessus de la moyenne des réseaux équivalents, puisque par agent, on est autour de 30 jours par an, 27 jours et un peu plus au niveau des conducteurs, 31 jours. C'est pénalisant et surtout, ça a augmenté un peu plus vite que l'augmentation des effectifs parce que depuis trois ans, en particulier sur les arrêts maladie de courte durée, on a constaté quand même une augmentation un peu embêtante. Sachant qu'on est au niveau du personnel de conduite à 9,1 % précisément de taux d'absentéisme. Il faut savoir qu'un point d'absentéisme ça coûte quelque chose comment 350 000 euros, en plus ou en moins. Évidemment, on ne va pas contester les maladies, etc., mais on sait aussi que parfois, c'est lié aux conditions de travail, aux relations sociales, etc. Et là-dessus, il y a un travail qui est en cours, qui a été amorcé au niveau de l'Entreprise avec déjà, des résultats notables au niveau de l'atelier. Au niveau des pistes de développement : management de proximité, la relation avec les agents, le fait que quand ils changent de service, ils soient prévenus un peu avant. Il y a certaines catégories de nouveaux notamment qui sont parfois pris de cours et ça joue forcément sur l'absentéisme. Mais bon, l'Entreprise est tout à fait consciente du problème.

Pas mal d'inaptitudes, c'est lié au métier, mais c'est vrai que c'est pénalisant ; ils ont des aménagements de postes, ce ne sont pas forcément des inaptitudes graves, mais c'est vrai que c'est un métier exigeant, on est soumis à la ville, parfois à des agressions et ça se traduit par des difficultés du personnel et il faut effectivement, maintenir le dialogue individuel par l'intermédiaire du personnel de proximité et aussi le dialogue avec les partenaires sociaux qui n'a pas toujours été simple. C'est un contexte, le transport urbain, un peu délicat. Et effectivement, on est, je ne rentre pas dans les détails non plus, mais dans beaucoup de réunions, beaucoup de pesanteurs, beaucoup d'inerties qui pénalisent la performance, étant entendu que nous sommes persuadés que parfois, on peut améliorer la productivité tout en améliorant le travail des agents. Ce sont de

nouvelles relations sociales qui sont certainement à développer. Mais évidemment, la TaM fait de son mieux dans ce cadre-là également.

Au niveau de la maintenance, des chantiers importants ont été entrepris depuis le démarrage de la DSP, les années 2010/2011, sur la création de nouveaux services, des supports techniques, des chantiers maintenance avec des mises à plat de tout, des appels d'offres, des procédures de maintenance qui ont porté leur fruit. Avec un parc bus, au niveau urbain strictement, de 120 bus, 11 ans de moyenne d'âge. *A priori*, il n'y a pas lieu d'investir prochainement au niveau des véhicules, surtout qu'on verra plus tard qu'on pourra peut-être rationaliser un petit peu l'offre. Des analyses, aussi, sur des bus, pour savoir où ils en sont à mi-vie pour adapter les remises en état. Au niveau du parc de trams, vous êtes à 87 trams, je crois ? A moins que ça ait évolué depuis, il y avait les quatre nouvelles entrées en service, les multilignes notamment. Là aussi, on est à mi-vie pour les plus anciens et donc, des démarches ont été entreprises pour procéder à des interventions lourdes qui vont immobiliser en partie. Je ne sais pas comment ça va se traduire, parce que c'est vrai qu'à l'heure de pointe, ça sature un petit peu. La seule chose au niveau maintenance qui nous est apparue perfectible, c'est l'analyse des coûts par catégorie de véhicules où le traitement, ce qu'on appelle la GMAO, assisté par ordinateur, ne permet pas forcément de détecter le détail des coûts de main-d'œuvre, des pièces au niveau des catégories de véhicules et *a fortiori* au niveau des véhicules. Ça, c'est un point d'amélioration.

Au niveau de l'exploitation, là aussi, il y a semble-t-il des marges assez importantes. C'est vrai que le réseau a été articulé, restructuré au niveau de tram. Le réseau bus a été restructuré, mais depuis, il n'a pas évolué et là-dessus, il y aurait certainement des aménagements possibles. Au niveau de l'offre, bien sûr, il faut respecter des cadencements, la visibilité de l'offre, mais elles sont un peu surdimensionnées aux heures creuses en tout cas. Il y a moyen de faire des économies, pas forcément de véhicules parce que c'est l'heure de pointe qui est dimensionnante, mais au niveau des heures agents. Au niveau de ce qu'on appelle le graphicaire, l'organisation de la production où là, c'est sûr qu'il faut discuter avec les syndicats pour arriver à des solutions qui permettraient d'alléger un peu le volume de production. Et puis, il y a la partie qu'on appelle la productivité externe qui elle tient à la vitesse commerciale des véhicules et c'est vrai que sur les grosses lignes de bus : la 6, la 7, la 11, la partie Nord de La Ronde, il y a une vitesse commerciale relativement faible et des aménagements de voirie permettraient des gains importants et éventuellement de redéployer l'offre. Je passe rapidement et je vous épargne ces graphiques, il y a beaucoup de temps passé au terminus, ça demande des discussions importantes avec les partenaires sociaux et je pense qu'on peut arriver à des solutions gagnant-gagnant.

J'ai peu de temps, donc je passe à la partie marketing et commercial. Ce qu'on peut dire là aussi, c'est que c'est un personnel et un service rendu à l'utilisateur de grande qualité, des réalisations et des projets novateurs qui concourent à l'image du réseau et à l'utilisation de la clientèle et à l'usage du transport. Les agences temporaires à la rentrée, le site internet de qualité, complet, les applications en temps réel sur smartphone, « vos espaces mobilité » qui sont vraiment remarquables, la vente par correspondance, la plate-forme numérique Emma, tout ça, c'est très bien fait. Beaucoup de monde évidemment pour cela, beaucoup d'agents de clientèle. Avec la vente en ligne, normalement, tout en considérant qu'il y a du travail de back-office, qu'on peut redéployer des gens sur le développement la recherche, les PDE, etc., il y a certainement quelques postes..., surtout qu'il y a pas mal de CDD et d'intérim à certaines périodes il y a certains postes qui pourraient être réduits. La fréquentation augmente, mais on est en dessous des prévisions initiales, malgré les avenants qui ont permis de réguler un peu ça. Est-ce que ce sont les prévisions qui étaient optimistes ? Je ne sais pas, mais en tout cas, on est un peu en dessous.

Ce qu'on n'observe pas sur les recettes, le réseau est à l'objectif. On constate en fait que c'est un tarif moyen au billet qui est de 80 centimes, alors qu'il avait été indexé à 74. Est-ce que c'est un problème de précarisation ? Que les gens utilisent plus de tickets unité ? C'est aussi la lutte contre la fraude qui fait que les gens achètent des titres. Ça compense la fréquentation en deçà des objectifs. Au niveau des recettes, nous avons noté, au niveau de la fraude un effort énorme. Pour autant, on va y revenir, un taux qui reste fort sur le tram, il n'est pas facilement compressible et il reste au-dessus des prévisions initiales. Vous êtes à 14/15, vous aviez prévu 12. Il y a une ligne supplémentaire, etc., mais ça a du mal à baisser. Il y a plus de monde, le tarif des infractions a été relevé, il y a un taux de recouvrement qui n'a pas trop chuté. Et au total, les recettes sont passées de 600 000 à 1,5 million, pour montrer l'importance du sujet.

Donc, une reprise en main certaine avec des embauches qui ont été faites par la TaM, encore dernièrement, une trentaine, en plus des contrôles externes qui sont faits par une société de Lyon. On parlait d'absentéisme, il y a beaucoup d'argent investi pour faire en sorte que les gens paient leur ticket. C'est sim-

plement une idée qu'on a eue, une alternative au règlement des PV. On a discuté avec Monsieur Frizot, c'est une piste qui mérite d'être étudiée, la possibilité pour les contrevenants d'acheter un abonnement de deux ou trois mois, au lieu de payer leurs amendes. Ça pourrait être essayé, mais c'est à débattre. Au niveau des bus, c'est vrai que les grosses lignes sont pénalisées par la vitesse commerciale. Il y a des petites lignes, la 8 et la 12, des dessertes de quartier, on sait très bien qu'il y a des gens qui sont concernés, qui n'ont pas d'autres moyens de déplacement, mais l'offre est lourde, il y a deux gros bus, alors qu'il y a deux ou trois personnes par course qui l'utilisent.

Est-ce qu'il faut réduire l'offre à l'heure de pointe ? Mais c'est sûr qu'il y a des moyens importants qui sont déployés pour peu de monde, il y a des gens qui ont besoin de transport aussi. Sur l'offre suburbaine, on le verra dans la partie financière, je crois qu'elle pèse 3 % de fréquentation, on est à 20 % du kilométrage si je me souviens bien et 20 % aussi des coûts. Il faut bien sûr aller dans toutes vos communes, mais pas forcément avec des grands cars, là, je pense qu'il y a une étude à refaire globalement sur le réseau bus urbain, interurbain. Et sur le transport à la demande aussi qui était là pour alléger l'offre, mais qui est quand même surdimensionné dans certains coins et en tout cas a dérapé un peu sur les coûts. Sur la qualité, « peut mieux faire ». Globalement la qualité est bonne sur le réseau, on a simplement noté quelques dysfonctionnements sur du matériel embarqué d'annonce du prochain arrêt. Il y a du vandalisme, mais il n'y a pas que ça.

C'est plus un référentiel qualité à retravailler au niveau des services avec le délégataire au niveau du calage et de la prise en compte. Par exemple, au départ, pour la fraude, il y avait des taux de fixés, ils ont été enlevés. Il faut refixer les taux, il faut prendre en compte les espaces de mobilité. Et sur la ponctualité, c'est sûr que sur le tram, il faut de la régularité, pas seulement une heure de passage. S'il y en a toutes les deux ou trois minutes, l'heure a peu d'importance. Donc un référentiel qualité à reprendre, ça reprend un peu le propos initial, avec des niveaux de pénalité qui sont faibles en cas de non-atteinte des objectifs. Au niveau financier, je ne vais pas m'étendre sur le côté compliqué des états fournis par la TaM. En tout cas, il y a tout et c'est transparent. Après, ça demande peut-être à être plus concis.

Quelques rappels. Nous, on a essayé de synthétiser un petit peu. Le service, en 2013, a coûté 60 millions d'euros, investissements compris. Hors investissement : 50 millions, dont la subvention forfaitaire d'exploitation qui est à 40. Ce que l'on constate dans ce slide c'est qu'effectivement, la part du suburbain est de 27 % de la subvention d'exploitation, 20 % du coût et simplement 3 % du nombre de déplacements. Dans vos communes, il y a peut-être des endroits où ce serait peut-être plus agréable d'avoir des bus un peu plus petits. Après, il y a un problème de cadencements : à quelques minutes près, on pourrait économiser quelques services. Au niveau de l'évolution, par rapport à la prévision initiale de la DSP, on est à 27 % au-dessus de ce qui avait été prévu, sachant que l'indexation du contrat est à 6. Donc on n'est à pas loin de 20 % de plus. Entre-temps, il y a eu beaucoup de choses, il y a eu la ligne de tram et aussi des nouveaux produits, Emma, renforcement du contrôle fraude.

Un certain nombre de nouveaux produits qui ont contribué à faire augmenter les coûts de fonctionnement. Ce qu'on constate au niveau des postes budgétaires, c'est que ce qui a progressé le plus, c'est la masse salariale de l'entreprise, avec au niveau de la fraude des recrutements massifs qui ont été faits ; l'absentéisme qui augmente le besoin d'effectif, l'évolution salariale qui, parfois, est au-dessus de l'inflation. Tout ça a contribué à ce phénomène. Au niveau des ratios, on a une moindre productivité de ce qu'on avait au départ, à cause des vitesses commerciales, du problème d'absentéisme, de la lutte contre la fraude, du nouveau matériel. Voilà ce que l'on peut dire par rapport aux conclusions, aux pistes de travail : sur l'absentéisme, oui, c'est une priorité, le management de proximité, la relation sociale. Sur la maintenance, le reporting, l'analyse détaillée de coûts. L'exploitation, c'est l'optimisation de la production et les questions à se poser sur l'offre en heures creuses.

La productivité, voir si sur certaines lignes de bus, il n'y a pas moyen d'avoir des couloirs en approches de feu ; après, il y a le problème du stationnement qui est délicat et qui peut pénaliser les transports, également. Sur les deux lignes 6 et 7, on est je crois, au-dessus d'une trentaine de véhicules, donc à une ou deux minutes près, on peut en gagner un ou deux, c'est de cet ordre-là. L'offre bus à restructurer probablement. Et le TAD à surveiller, parce que moi, ce que j'avais vu, c'est qu'il y avait un dérapage des coûts, avec une offre surdimensionnée. A quelques minutes près, on arriverait à économiser des voitures. A l'époque, je crois qu'on était à 28 ou 29 agents à temps complet. Donc, c'est presque un service régulier qui a été mis en place. Lutte contre la fraude, on peut espérer qu'elle s'autofinance. Après, des recettes publicitaires, c'est à vous de voir, il y a certainement un potentiel au niveau de quelques rames de tram, notamment sur les multi-lignes, mais ça, c'est votre sensibilité. Je pense qu'il y a des pistes, c'est un bon réseau, les gens travaillent



bien, il y a une inertie sociale, ce n'est pas facile, c'est un métier compliqué, le transport public. C'est bien fait, mais il y a quand même moyen d'améliorer un petit peu les choses. Voilà ce que je peux en dire.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur, pour cet exposé, je vais donner la parole à Madame Ganiel et puis j'ouvrirai le débat.

## **Madame GIANIEL**

Monsieur le Président, chers collègues, je ne vais pas paraphraser la présentation extrêmement complète et très technique, qui vient de nous être faite par le cabinet Ade Transport, je crois que les messages passés sont relativement clairs. Je rappelle simplement que l'audit portait sur la période 2010/2016. Nous avons bien compris que les matériels et méthodes et moyens humains dédiés à la maintenance sont très satisfaisants. Je vous rappelle qu'en 2000, la première rame de tramway, les Citadis 401 qui ont été évoquées tout à l'heure, ont été mis en service sur le réseau sur la Métropole, le constructeur Alstom ne disposait d'aucun recul d'exploitation sur cette génération de matériel, qui était alors nouvelle. Loin de se contenter d'appliquer les instructions ultras sécuritaires du constructeur en matière de renouvellement des matériels, TaM s'est employé à entretenir, faire durer et ne renouveler que ce qui devait l'être.

Cela relève bien sûr du bon sens, ça a été fait, c'est parfaitement mené et ça nous inscrit dans une véritable gestion patrimoniale de nos équipements, ce qui va aussi dans le sens de limiter les dépenses. Pour ce qui est des quatre autres thématiques étudiées dans l'audit, à savoir : les ressources humaines, l'exploitation, la production kilométrique, la gestion commerciale et les finances, des améliorations devront être proposées par TaM. En matière de ressources humaines en particulier, nous avons tout à la fois, la chance d'avoir un personnel compétent, travaillant dans des conditions exigeantes, parfois difficiles, ayant un fort esprit de service public et on l'a vu, un taux d'absentéisme important, en constante augmentation et qui pèse lourd dans nos finances. L'auditeur l'expliquait, trois millions d'euros par an, c'est l'équivalent de cinq nouvelles lignes de transport à la demande.

En matière d'exploitation, la circulation à vide de bus, ou de tramway à certaines heures de la journée est décriée par nos concitoyens. De nombreux Maires m'ont alertée par rapport à ce sujet, qu'ils considèrent comme contre-performant par rapport à l'image du réseau, mais aussi et surtout, par rapport à l'action publique et je pense comme eux. Le cadencement des lignes devra donc être revu, amélioré et l'offre de service de transport modulée en fonction des secteurs desservis et de l'heure de la journée. La taille des bus, on l'a évoquée il y a deux minutes, devra elle aussi être adaptée. L'objectif est le même, il s'agit de faire coïncider les besoins de déplacement avec les moyens déployés par le service public des transports. Le transport à la demande, quant à lui, devra aller, je pense, vers plus de souplesse, plus d'instantanéité dans la prise en charge des usagers en particulier.

En matière de finances, enfin, des pistes de rationalisation ont été identifiées et doivent nous permettre de dégager des marges de manœuvre. Il ne s'agit pas pour nous de faire des économies, il s'agit simplement de mieux répartir l'offre de service et mieux utiliser l'argent public, c'est-à-dire là où il serait utile. Mieux répartir l'offre, c'est continuer à développer le service public des transports, en direction notamment des zones denses d'habitat, existantes ou nouvelles, insuffisamment ou non desservies. C'est également nous permettre de desservir les zones d'activité économiques comme par exemple Millénaire, Eurêka, La Lauze qui drainent une grande partie de l'emploi local et qui sont aujourd'hui saturées par la circulation automobile. Il s'agit également de mieux desservir les pôles d'excellence que sont les centres de recherche appliquée, le secteur des hôpitaux-facultés qui sont des vitrines du territoire métropolitain et qui ont besoin de gagner en desserte de transports en commun et également en itinéraire cyclable.

Dans le contexte actuel difficile, on le sait depuis quelques mois, la baisse des dotations de l'Etat, la pression fiscale importante sur les ménages, les entreprises, la question qui se pose à nous, est : comment continuer à développer notre réseau de transports en commun et l'offre de mobilité ? Je crois que la recherche de l'optimisation de l'offre de service public, mais également des coûts de l'offre est devenue, à présent, une absolue nécessité. Nous attendons beaucoup de TaM et Transdev en la matière et nous saurons, en tant qu'autorité organisatrice de transport, aider nos partenaires et réalisant, notamment, comme ça a été suggéré par le cabinet d'audit, des aménagements sur les voiries, aménagements qui permettront au bus de circuler de manière plus fluide, plus rapide, contribuant ainsi à les rendre plus attractifs.

## **Monsieur le Président**

Merci Madame Gianiel. Le débat est ouvert. Monsieur Domergue a demandé la parole. Qui veut la parole ? Monsieur Raymond et Monsieur Domergue. OK. Monsieur Domergue ?

## **Monsieur DOMERGUE**

Monsieur le Président, mes chers collègues, au cours de la présentation de l'audit, on sentait notre auditeur un peu gêné dans sa présentation. Et si on reprend les termes qui ont été projetés à l'écran ou qui ont été utilisés, je pense que l'audit était indispensable, c'est une première constatation. Les conclusions et les préconisations ne sont pas à la hauteur des enjeux et du constat qui est effectué. Il me paraît indispensable, une fois que des décisions seront prises, qu'on puisse revenir devant l'assemblée pour mesurer les résultats, car il y a des améliorations à apporter. Je reprends les termes qui ont été utilisés, d'abord sur le réseau : « réseau surdimensionné », « offre suburbaine qui coûte cher » avec peu de chiffres, certes, mais avec « 3 % de déplacements pour un coût de 20 % » Concernant le personnel, on retrouve le principe de l'absentéisme montpelliérain au niveau des transports avec 31 jours par an, je ne sais pas si c'est par personne, ça me paraît énorme. On voit que les personnels sont bien rémunérés, ce qui n'est pas un défaut, mais enfin, il faut le mesurer par rapport au reste.

Vous avez écrit : « motif de grève bidon », c'est quand même surprenant d'apprendre qu'il y a des grèves bidon. Et on a par rapport à cela un nombre de commerciaux trop élevé. Et enfin, on voit que la fréquentation, par rapport aux prévisions, est inférieure, on ne sait pas de combien, on n'a pas de chiffres, mais tous ces éléments laissent penser qu'il est absolument indispensable de s'occuper de la TaM. Quand je dis : « de s'occuper de la TaM », c'est de s'en occuper très sérieusement. Parce que pour une grande partie du fonctionnement de la TaM, il s'agit de subventionnement public, en partie financé par les entreprises, mais surtout par les Montpelliérains et il est donc indispensable comme l'a dit Madame Gianiel qu'on optimise l'argent public et qu'on fasse en sorte que le réseau réponde aux attentes. S'il y a des secteurs qui sont mal desservis, il faut sûrement revoir l'orientation du réseau, s'il y a des secteurs qui sont en sous-activité, il faut peut-être repenser le moyen de transport sur ces secteurs-là. Et bien sûr, le constat que l'on peut faire c'est que la politique qui a prévalu depuis de nombreuses années à Montpellier sur le tout-tramway montre sûrement ses limites et plutôt que d'avoir une politique du tout-tramway, il faut certainement mieux équilibrer avec des petits bus électriques, certainement, avec des moyens de transports non polluants.

Parce que, qu'on le veuille ou non, même si les bus fonctionnent au gaz naturel, quand vous êtes derrière, vous en prenez plein la tronche. Autant de mesures qui me paraissent indispensables pour que cette assemblée soit informée de l'état réel de la situation, là, on a un survol de la situation et surtout, des mesures qui seront prises par celles et ceux qui gèrent ce dossier, car il ne faut pas attendre. Si le constat qui est fait était celui d'une entreprise, je vous dirais : « Attention, ça sent mauvais » Là, on est dans le cadre d'une entreprise, certes publique, mais qui a également des droits et des devoirs et ces devoirs, il faut les faire respecter. Je sais que gérer du personnel de transport c'est difficile, je sais qu'ils ont des moyens de pression en bloquant la circulation, mais ce n'est pas une raison suffisante pour que l'assemblée ne prenne pas à bras-le-corps ce dossier qui est un dossier important de la Métropole.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Domergue, je partage votre opinion sur la diversité des moyens de transport que l'on peut mettre parce que le tout-tramway, ce n'est plus une solution, y compris en termes de coûts ; mais il ne faut pas oublier que la desserte des populations doit quand même se faire, même si elle ne se fait pas avec le tout-tramway donc la diversité des offres est importante à considérer dans le raisonnement. Pour ce qui est de la gestion du personnel, les « grèves bidon » dont il a été question et que vous avez relevé, le jour où ce phénomène s'est produit, j'étais bien tout seul, quand même face aux centrales syndicales qui m'accablaient de quolibets et encore, je suis pudique. J'étais tout seul. Enfin, la grève s'est arrêtée quand même. Ça ne veut pas dire qu'on n'a pas pris nos responsabilités. Ça s'est passé dans la rue et publiquement relevé par la presse. Monsieur Raymond ?

## **Monsieur RAYMOND**

Monsieur le Président, mes chers collègues, Madame la Vice-Présidente, je vais réagir à chaud concernant cette proposition de délibération, car à la lecture rapide de celle-ci, il y a une phrase à laquelle Mon-

sieur Domergue justement a fait allusion, qui m'a interpellé qui a attiré mon attention et je voudrais la partager avec vous. Cette phrase, c'est celle qui est à la fin de la page deux, où on mentionne que : « l'offre de transport de bus en réseau suburbain reste à optimiser au regard d'une fréquentation faible et d'un coût d'affrètement élevé » Elle se poursuit, cette phrase, en mentionnant notamment : « le transport à la demande qui coûte cher et a été contractuellement sous-évalué par rapport à l'importance de la demande » Elle m'inquiète cette phrase, parce que bien évidemment, quand on fait un audit, c'est pour qu'à la sortie, on en retire une certaine quintessence afin de pouvoir modifier certaines choses, notamment le schéma d'aménagement pour les transports de la Métropole.

Or, bien évidemment, il faut rappeler que la Métropole est diverse et variée, tant en termes de population que d'habitations sur ses 31 communes. Et cette phrase m'inquiète parce que le transport à la demande, pour le coup, est ciblé comme quelque chose qui coûte cher sans pour autant apporter des chiffres précis comme le disait Monsieur Domergue et également avec des comparaisons claires. Le « cher », ça correspond à quoi ? Ça correspond à une autre pratique de transport ? C'est en comparaison à ce qui se faisait précédemment ? C'est en comparaison par rapport à un grand bus qui circule et, comme le disait Monsieur Domergue, pollue et transporte une personne ? Donc, je crois que là-dessus, il faut avoir des éléments plus précis pour pouvoir étayer ce commentaire et avoir une décision *in fine* à prendre, concernant le transport à la demande.

Pour ma part et concernant ma commune, mais je pense que d'autres communes dites rurales me rejoindront, c'est que le transport à la demande a été une décision judicieuse, intéressante et bénéfique pour tout le monde ; pourquoi ? Parce qu'elle répond à une catégorie de population qui habite dans nos villages. Je pense notamment à des populations qui sont socialement dans une certaine souffrance et difficulté. Ça répond également à une catégorie de population plutôt âgée pour laquelle, le transport à la demande est un moyen de se rendre pour des services divers et variés que ce soit la santé, le commerce, etc. Donc, je ne voudrais pas qu'à travers cet audit, le transport à la demande soit rapidement effacé. Et donc, j'insiste sur le fait que je souhaiterais que sur ce transport à la demande, on ait une réelle discussion de fond pour pouvoir l'améliorer tout en le conservant pour nos villages et j'invite mes collègues à donner leur avis.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Raymond. Je donne la parole à Monsieur Grand, puis à Monsieur Moynier. Je parlerai de ce sujet-là qui est un sujet important parce que c'est un sujet politique, au-delà des chiffres. Monsieur Grand ?

## **Monsieur GRAND**

Merci. Je ne comptais pas intervenir, mais effectivement, le transport à la demande est quelque chose qui m'intéresse puisque Castelnau a été, à ma demande, la première commune de l'Agglomération desservie par du transport à la demande. D'abord, je voudrais rappeler que les transports en commun sont un service public. Ça, de temps en temps, on l'oublie. Un service public, c'est quoi ? C'est un service qui rend service au public. Le transport à la demande, je veux bien qu'on l'évalue, mais il faut l'évaluer par rapport à la situation antérieure. Celle quand il y avait à la fois des bus de grande dimension, polluants comme disaient certains, et qui passaient régulièrement vides ; alors que le transport à la demande, je parle en connaissance de cause par rapport à la situation dans ma commune, est un service qui affrète beaucoup de passagers. Donc qu'on l'évalue, je veux bien, mais quand on va l'évaluer ? Et quand on va évaluer les besoins, je peux d'ores et déjà vous donner la conclusion : il faudra l'augmenter, en augmenter les cadences, en augmenter la pénétration dans les quartiers. Pourquoi ?

Parce que le transport à la demande, c'est effectivement, le matin, les jeunes qui le prennent, mais dans la journée, ce sont celles et ceux qui n'ont plus de moyens de locomotion ou qui ne conduisent plus, je pense en particulier aux personnes âgées. Donc il y a là, toute une analyse sociologique qu'il convient de faire et je ne veux pas qu'à côté de cette analyse, on crée le mur des coûts qui n'est pas évalué par rapport au système ancien et au service rendu aujourd'hui. Ça, c'est très, très important parce que je rappelle que nous sommes les élus de toutes les générations, de tous les quartiers, y compris les plus isolés. C'est ça le principe du service public municipal. Voilà pourquoi je voulais intervenir et je le redis : le transport à la demande est un service qui fonctionne bien, comme tout service, il est perfectible, à Castelnau, nous le connaissons bien parce que c'est la première commune qui l'a eu en pratique, donc je suis très ouvert, moi à une réflexion sur ce sujet.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Grand. Monsieur Moynier, Maire de Beaulieu.

## **Monsieur MOYNIER**

Merci. Pour abonder dans le sens de mes deux collègues Maires, simplement pour vous dire qu'on s'est battu pour avoir le transport à la demande. Je me rappelle que les communes tests étaient Castelnau et Saint-Drézéry également, nous les avons maintenant et nous en sommes très contents. Et c'est vrai que, pour reprendre Jacques Domergue, nous avons tous une analyse économique, bien entendu, je suis très, très sensible à ce qui a été développé tout à l'heure et nous sommes très sensibles à ce qui a été développé par le cabinet, évidemment. Cependant et je reprends les termes de Jean-Pierre Grand, si on regarde ce que coûtait un bus immense dans nos communes de 2 ou 3 000 habitants qui passait, qui était très souvent vide et aujourd'hui, on voit passer ces petits cars qui contiennent deux ou trois personnes, je pense que si on compare la situation antérieure à la situation actuelle, on se rendra compte qu'on ne dépense pas forcément plus qu'avant. Et je pense pouvoir dire aujourd'hui que ces transports à la demande dans nos petites communes, il va falloir les augmenter. Il y a une véritable demande et c'est un véritable service, et il n'y a pas que des personnes âgées qui les prennent ; moi, j'ai de jeunes étudiants qui partent à Montpellier avec et qui les commandent tous les matins. Ça, c'est une première chose et là deuxième..., écoutez, elle m'a échappé ! Ce n'est pas grave.

## **Monsieur le Président**

Monsieur Petit.

## **Monsieur PETIT**

Juste une petite réflexion, Monsieur Grand a parlé de transports en commun, service public, je suis d'accord aujourd'hui, la notion de base est de dire que les transports en commun sont forcément gérés par le service public. Concernant le transport à la demande, aujourd'hui, c'est : j'appelle un numéro de téléphone et *a priori*, je vais pouvoir aller à peu près où je veux. Vous n'êtes pas sans savoir que dans la presse française, il y a quelque temps, il y a eu ce qu'on appelle : Uber Pop qui a été globalement éliminé de la scène française, parce qu'est-ce qu'il propose Uber Pop aujourd'hui ? C'est du transport à la demande. Alors, c'est un peu subtil, c'est pour ça que je voulais faire une petite différence entre les services publics et éventuellement les services privés qui peuvent être, à un moment, intéressants à adopter dans notre territoire.

Quand je parle de service privé, ça peut être à la fois Uber Pop, mais ça peut être aussi d'autres systèmes de transport, non pas « en commun », mais des systèmes mutualisés qui ne sont plus des services publics, mais des services privés. On le fait déjà parce qu'on a Vélomagg qui est à la fois du mutualisé et du public et je pense que la solution à terme, ça serait aussi de réfléchir à un autre type de transport comme vous l'avez expliqué aussi. Donc que la TaM puisse aussi réfléchir avec Transdev à des solutions qui ne soient pas systématiquement du bus ou du tramway, mais à des solutions qu'on n'a peut-être pas encore aujourd'hui.

## **Monsieur le Président**

Monsieur El Kandoussi, président de TaM. Vous avez un micro, Monsieur El Kandoussi

## **Monsieur EL KANDOUSI**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais remercier les services de TaM, les conditions de transparence et la bonne collaboration qui ont permis la réalisation de cet audit ; dire que le propre d'un audit est de faire un point, une photographie, de souligner les points forts et aussi les points de progrès et d'amélioration, qui doivent être accompagnés de plans d'action et de leur suivi. En l'occurrence, ceux soulevés par l'audit me paraissent légitimes. Ainsi en ce qui concerne le transport à la demande, avec près de 120 000 voyageurs transportés par an, il importe de contrôler au mieux son développement, son économie et notamment la bonne adéquation du parc de véhicules à la demande. Il en est de même pour l'offre globale du réseau où le même travail de proposition sera engagé tant sur les lignes de tramway que de bus, à offre constante, afin d'améliorer la régularité en permettant de réduire les kilomètres et le parc. Ce même souci de

rationalisation sera au cours de nos préoccupations pour l'offre qui sera proposée sur la ligne 4 de tramway, la circulaire, à sa mise en service, courant 2016.

Pour ce qui concerne le reporting de TaM auprès de la Métropole avec le même souci constant de transparence souligné par l'auditeur, je ne peux qu'être favorable à la simplification proposée. L'objectif partagé étant bien sûr de favoriser de meilleurs échanges collaboratifs et de meilleures prises de décision par les deux parties. Concernant l'absentéisme et le dialogue social qui sont des sujets majeurs dans l'entreprise, il importe que ces dossiers soient pilotés de manière responsable tant par le personnel concerné que l'encadrement, la direction générale et les organisations syndicales. A ce titre, le plan d'action engagé par TaM, adossé au rôle renforcé du management de proximité, sera consolidé par une réflexion sur l'organisation du travail, le poste de travail et son environnement. La progression des recettes et la lutte contre la fraude sont des axes stratégiques majeurs, auxquels nous sommes particulièrement attachés et que nous devons encore amplifier.

Je rappellerai pour illustrer mon propos le renforcement des moyens humains et matériels engagé en fin d'année 2014 avec l'aide de la Métropole : trente emplois supplémentaires dédiés à la sécurisation et au contrôle et fin octobre de cette année, l'arrivée de soixantaine caméras supplémentaires pour la surveillance de nos stations de tramway. Ainsi, toutes les stations de tram de la Métropole seront équipées de caméras mobiles ou fixes. Là aussi, des résultats concrets et positifs sont enregistrés, nous poursuivrons dans la voie engagée et proposée. D'autre part, la mise à disposition d'achat d'espace commercial sur nos rames multi-lignes est d'ores et déjà à l'étude. Enfin, un réseau tel que le nôtre pour être attractif pour nos clients d'une part et productif pour nos impératifs de bonne gestion se doit d'être rapide et régulier. Les études se traduiront rapidement par des propositions de renforcement de priorité de circulation pour nos bus et tramway, voire d'aménagement de la voirie en faveur du transport collectif. Il sera indispensable de les calendariser avec la Métropole et d'en programmer les interventions. Pour conclure, Monsieur le Président, je peux vous assurer de la mobilisation de TaM en collaboration avec la Métropole autour de tous ces enjeux avec des plans d'action associés. Je vous remercie

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur El Kandoussi. Simplement, rassurer tous les Maires qui, avec l'exposé, peuvent craindre pour le transport à la demande. D'abord, il n'est pas question de supprimer le transport à la demande, il n'est pas question de le diminuer. S'il y a bien une intention politique, c'est bien de l'augmenter, pas de le diminuer ; cependant pour l'augmenter avec des coûts qui sont acceptables, il faut pouvoir le rediscuter un peu, le reréfléchir et le renégocier un peu avec les opérateurs. Faire mieux avec moins, comme dirait Max Lévitte qui rentre à l'instant de Paris, de nous représenter avec Madame Ségolène Royal. Pour ce qui est du TAD, mon opinion est simple même si ça doit coûter un peu plus cher, il faut mettre en face de la dépense, l'équité territoriale.

Et dans le cadre de l'équité territoriale, c'est la volonté politique de la Métropole que de desservir l'ensemble du territoire, même si on doit utiliser des outils qui sont un peu plus onéreux, pour certains, mais qui rendent aux populations le même service. Moi, ma philosophie est claire, c'est la raison pour laquelle, on a créé avec Isabelle Ganiel, dès notre arrivée, le transport à la demande de Murviel-lès-Montpellier qui n'était pas desservi. C'est parce que l'équité territoriale nous demande d'offrir à chacun des citoyens de la Métropole, un service à peu près identique. C'est l'égalité devant l'impôt. Je vais mettre aux voix, si vous en êtes d'accord, ce rapport ou plutôt on en prend acte.

### **AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION — VŒU POUR LE MAINTIEN DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE) A MONTPELLIER**

### **Monsieur le Président**

Je passe à l'affaire 4 : il s'agit de vous proposer de voter un vœu pour le maintien de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques, l'INSEE à Montpellier, qui dans le cadre de la réforme territoriale ne souhaite pas déménager. Madame Dardé va vous le présenter. L'affaire 5, c'est également un vœu pour le maintien de l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon à Montpellier. Madame Catherine Dardé.

## **Madame DARDE**

Monsieur le Président, mes chers collègues, ce vœu concerne effectivement le maintien de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques, plus familièrement appelé « INSEE », à Montpellier. Vous le savez dans le cadre de la réforme territoriale et de la création des treize grandes régions, à la place des vingt-deux initiales, cela va engendrer une réorganisation de l'administration régionale de l'État. Et l'important dans cette réorganisation, c'est la localisation des chefs régionaux et de leurs états-majors autour du Préfet de région qui est une hypothèse aujourd'hui, qu'il convient d'examiner avec beaucoup d'attention. Montpellier Méditerranée Métropole réitère donc son souhait d'une répartition cohérente et équitable des administrations de la Grande Région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon entre les deux Métropoles de Toulouse et de Montpellier. Et à ce titre, le maintien, à Montpellier, de l'implantation de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques revêt une importance particulière. Comme l'a souligné le Président, le Directeur général de l'INSEE s'est exprimé récemment pour préconiser une seule Direction régionale INSEE et une concentration des fonctions de cette administration régionale autour du futur directeur régional d'ici 2018.

Cela représente aujourd'hui pour le Languedoc-Roussillon 120 agents installés à Montpellier, dont un pôle d'étude qui a des compétences importantes en matière d'expertise et de chargés d'étude. Vous avez dû, les uns et les autres, en avoir connaissance régulièrement. Depuis 2007, on peut souligner qu'il y a une centaine d'études qui ont été réalisées en Languedoc-Roussillon, en partenariat avec l'INSEE, dont la moitié, avec des collectivités locales et des établissements publics de coopération intercommunale. La disparition de ce service qui est un service de proximité auprès des acteurs publics locaux et des médias serait tout à fait préjudiciable et engendrerait un certain nombre de risques, liés à la délocalisation de ces acteurs publics locaux. Je vous rappelle que notre territoire revêt une attractivité particulière dans ce domaine puisqu'il a une forte attractivité démographique de l'ordre de 1,03 % par an, entre 2006 et 2011, soit le double des Métropoles comparables à la nôtre et que des conséquences en termes de logements, d'emploi, de services sont liées à cette croissance démographique.

Nous souhaitons donc conserver les outils locaux, d'observation de prospectives mis en place avec le concours de l'INSEE. La spécificité, en effet, de notre économie présenteielle nécessite un suivi adapté à la situation locale, que l'INSEE a su acquérir au cours du temps et cette compétence et ce suivi doivent être préservés. Donc le maintien de cet Institut à Montpellier doit garantir cette offre de services qui accompagne la conduite d'un grand nombre de nos politiques locales, notamment en matière de social, d'économique, d'habitat, etc. En conséquence, il vous est proposé de bien vouloir demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du Siège régional de l'INSEE Languedoc-Roussillon sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ; et d'alerter le Gouvernement sur la nécessité d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique, entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés. Je vous remercie.

## **Monsieur le Président**

Je vous remercie, Madame Dardé. Qui demande à s'exprimer ? Madame Danan et Monsieur Grand.

## **Madame DANAN**

Monsieur le Président, mes chers collègues...

## **Monsieur le Président**

Attendez Madame Danan, je n'ai pas fini.

## **Madame DANAN**

Ah, pardon !

## **Monsieur le Président**

Je note tous les intervenants. Madame Jamet, Monsieur Martin, Monsieur Rouilleault, Madame Jabado. Essayez d'être brefs quand même. Allez-y, Madame Danan.

## **Madame DANAN**

Moi, je serai très brève et ma réponse concerne aussi l'affaire suivante. Je trouve que devant justement la perspective de départ de ces départements, ça a un impact important sur Montpellier et sa région et je trouve que c'est gentil de faire un vœu. Je pense qu'on devrait déjà être dans une *task force* avec publication de l'impact social, économique lié à ces départs, publier dans la presse, en plus des lettres au Gouvernement, le coût de cette affaire pour nos citoyens.

## **Monsieur le Président**

OK. Je note. Ensuite, il y a Monsieur Grand.

## **Monsieur GRAND**

Monsieur le Président, effectivement, c'est un sujet important, comme on l'a dit, tout peut laisser supposer que si l'état-major va vers Toulouse, en 2018, c'est l'ensemble des personnels qui seront à Toulouse. Cela a été dit, bien dit et je ne reviendrai pas là-dessus. Je voudrais juste rappeler que le 25 juin dernier, et c'est écrit au Journal Officiel, j'ai déposé une question écrite sur ce sujet, il y a donc un mois et j'attends toujours la réponse. Je voudrais, Monsieur le Président, vous dire que j'ai également saisi le Président du Sénat sur quelque chose qui me préoccupe, comme ça vous préoccupe, ça motive effectivement nos engagements dans ce qui est en train de se passer. On a reçu il y a quelque temps, le Préfet préfigurateur, c'était pour lui un exercice convenu qui a duré quelques minutes dont il n'est rien sorti, si ce n'est que, c'est pour ça que j'ai à la fois saisi le Président du Sénat et l'Etat, parce qu'il y a des règles institutionnelles qu'il faut respecter, aujourd'hui, nous ne savons absolument pas ce qui est en train de se décider.

Il est impensable que les parlementaires et que les responsables des principales collectivités territoriales ne soient pas associés à la réflexion sur les transferts des services décentralisés de l'Etat. Ça a des conséquences sur le fonctionnement de la Nation, ça a des conséquences économiques, ça a des conséquences sociales, ça a des conséquences politiques, ça a des conséquences morales. Il est insupportable que les choses se fassent en l'état. Et je dois vous dire ma stupéfaction lors de la venue de Madame Lebranchu de voir qu'avec la plus grande candeur, l'actuel Président du Conseil Régional s'exprimant avant moi – vous y étiez – qui a publiquement affirmé qu'il n'était au courant de rien et donc, il demandait pourquoi il n'était pas informé. Quand on voit le niveau d'indécence du fonctionnement de ce parcours solitaire de l'Etat, dans quelque chose qui est essentiel pour moi, je le dis à Perla Danan que nous sommes mobilisés. Et ceux, justement, qui montreront la mobilisation et qui la sanctuariseront, ce seront les électeurs dans six mois. Parce qu'est-ce que vous pensez qu'il est acceptable qu'aujourd'hui, on ne sache pas, comment, dans quelques mois, va fonctionner l'ensemble des administrations décentralisées de l'Etat ?

C'est le fonctionnement de la Nation ! Une région de plus de six millions d'habitants ! 10 % du pays. Alors, je dois vous dire que là-dessus, je suis à fond dans l'esprit de ce que vous faites et aujourd'hui, une ville comme Montpellier une Agglomération comme Montpellier, effectivement ne peut pas rester absente de ce débat, c'est impossible. Et en plus, ça pose un problème institutionnel. Institutionnel ! Ça va se passer entre deux préfets. Donc, je profite de ce rapport pour vous dire toute la mobilisation d'un certain nombre de personnes. Alors, nous ne sommes pas très nombreux, c'est vrai, on n'est pas très nombreux, mais il appartient peut-être à la presse de relayer notre agacement. On n'est pas agacé pour nous, on est agacé pour la population et on est agacé pour l'avenir de la population. Quand il va y avoir des personnes qui vont être massivement décentralisées, d'abord, elles vont le savoir tardivement et ça aura des conséquences. Voilà, de cela, il faut en parler et nous en reparlerons.

## **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Grand, je donne la parole à Madame Jamet.

**Madame JAMET**

Monsieur Saurel, je vous agace ?

**Monsieur le Président**

Allez-y, Madame Jamet. Les relations entre personnes sont en dehors du texte d'une assemblée de ce type.

**Madame JAMET**

Donc je ne vous fais pas peur non plus ?

**Monsieur le Président**

Allez-y, Madame Jamet, ne vous déconcentrez pas !

**Madame JAMET**

Le fait que je ne sois pas de votre avis ne vous effraie pas non plus ?

**Monsieur le Président**

Je vous écoute.

**Madame JAMET**

Bien. Evidemment que tout cela attire beaucoup de remarques de notre part. Je suis d'ailleurs étonnée de l'étonnement de certains qui ont d'ailleurs contribué à l'avancée de ce dossier, pas dans le bon sens, mais dans un sens que nous avons d'ailleurs dénoncé dès le début. Je suis d'accord que vous soyez en colère, notamment dans le contrat Etat/Région, dans le volet territorial, tout n'a pas été comme vous voulez, vous n'étiez pas inscrit, vous n'avez pas été pris en compte. Cependant, je me rappelle que dans le cadre de cette assemblée, je vous avais averti, mais personne ne m'a écoutée : « le volet territorial, faites attention », ça a été voté les yeux fermés. Je tiens à rappeler à notre parlementaire ici présent que la réflexion à l'Assemblée nationale, elle doit se faire avant le vote de la loi, mais vraisemblablement, on a voté d'abord et ensuite, on réfléchit. C'est une question que je lui renvoie. Et pour les relais de la presse, ce n'est pas moi qui vais prendre la défense de la presse, mais croyez-moi, je crois qu'on en parle assez souvent, c'est relayé, je crois même que lors de votre campagne actuelle, on en parle aussi. Il suffit d'en parler, je crois que nous communiquons là-dessus, je ne crois pas qu'on puisse reprocher à la presse de ne pas s'être saisie de ce sujet. Par contre, je pense qu'effectivement, votre assentiment sur cette fusion que vous acceptiez et le fait que Monsieur Alary refuse dès le début de se battre contre la fusion font que forcément, aujourd'hui, Montpellier perd le leadership. Mais si ça peut vous rassurer, Monsieur Alary perdra la Vice-Présidence.

Ceci étant, vous avez raison, il n'y a pas que de ces services dont vous êtes en train de parler, l'INSEE, etc. ; vous avez les services de la Région, vous avez d'autres services, et il y aura les familles ! Et puis ensuite, ce seront des problèmes fonciers qui se poseront, etc. Moi, ce que je voulais vous dire, c'est que vendredi, vous le savez, on va parler de Montpellier à la Région, ils nous ont donné un avis pour qu'on insiste sur la désignation du chef-lieu provisoire de la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées à Montpellier. Moi, je prends la défense de Montpellier depuis le début et je défends aussi ce principe. En tout cas, je suis contre ce principe de fusion. Cependant, moi je tiens quand même à vous dire, déjà en Conférence de Présidents avec le parlementaire Verdier, il était étonné que je demande à ce qu'on fasse un débat sur l'avis. Il m'a dit : « Pourquoi ? Puisque de toute manière, c'est plié, c'est juste un avis qu'on donne », ce qui quand même, permet de relativiser l'exercice démocratique et la vision qu'ils ont déjà à la Région de ce qui est en train de nous arriver. Et qui pour eux est inéluctable.

**Monsieur le Président**

Non, mais...



**Madame JAMET**

Mais on peut le faire. On peut continuer de le faire. Parce que même si on perd ce combat...

**Monsieur le Président**

Madame Jamet....

**Madame JAMET**

Au moins, on l'aura fait.

**Monsieur le Président**

Pour aller dans votre sens, parce que ce que vous dites est juste, là...

**Madame JAMET**

Je sais de quoi je parle, là.

**Monsieur le Président**

Juste ce petit bout de propos est juste.

**Madame JAMET**

Sur le reste, vous n'êtes pas d'accord ?

**Monsieur le Président**

En fait, le projet de décret qui doit passer devant l'Assemblée Régionale du Languedoc-Roussillon et qui confirme la capitale régionale : Toulouse, passe devant l'Assemblée Régionale du Languedoc-Roussillon, passe devant l'Assemblée Régionale Midi-Pyrénées et doit passer devant la Métropole de Toulouse. Et à aucun moment, il n'est indiqué qu'elle doit passer devant le Conseil Municipal de Montpellier, devant cette Assemblée métropolitaine de la Ville de Montpellier. Et le mot « Montpellier » n'est même pas indiqué dans le projet de décret ! C'est pour ça que moi, je ne participe pas à cette mascarade. Et je voulais passer le double de la lettre, vous l'avez sous les yeux.

**Madame JAMET**

Sur lequel nous n'avons pas pu discuter.

**Monsieur le Président**

Non, la méthode est inacceptable.

**Madame JAMET**

Oui, c'est méchant ! C'est méchant, sauf que ça fait six mois, qu'on vous a averti.

**Monsieur le Président**

Non Madame !

**Madame JAMET**

Ça fait six mois qu'on vous a dit que ça allait arriver.

**Monsieur le Président**

Non, non, non ! La lettre est datée du 15 juin.

**Madame JAMET**

Oui, mais ça fait six mois que...

**Monsieur le Président**

Vous avez ici le Tampon : 15 juin.

**Madame JAMET**

Ça fait six mois que je vous explique le fonctionnement à l'Assemblée Nationale par le bras armé de Monsieur Valls qui nous a menés inconditionnellement à ce fiasco.

**Monsieur le Président**

Vous n'êtes pas Présidente de l'Assemblée Nationale !

**Madame JAMET**

Non, je vous ai expliqué...

**Monsieur le Président**

Moi, j'ai reçu une lettre du Gouvernement : 15 juin.

**Madame JAMET**

Vous ne pouvez pas dire que vous ne saviez pas, que vous n'avez pas vu venir le coup ! On vous l'a dit. Ceci étant, il faut quand même être constructif, vous dites effectivement qu'il faut coconstruire avec la Région. Vous avez raison, je vous l'avais dit : il n'y a pas de contre-pouvoir, c'est ça qui est très dangereux, c'est ça qui est excessivement dangereux. Simplement, vous écrivez au Gouvernement, à Madame Lebranchu...

**Monsieur le Président**

Alors, vous êtes d'accord avec moi ?

**Madame JAMET**

Je vais même plus loin. Bien sûr, mais moi... Non, non vous êtes enfin d'accord avec moi !

**Monsieur le Président**

Faites attention parce que Monsieur Aliot va vous faire quelques remarques !

**Madame JAMET**

J'y arrive. Vous êtes enfin d'accord avec moi ! Simplement je vous dis pour coconstruire la Région sans contre-pouvoir et de la façon dont tout ça a été élaboré, moi, je vous dis : ce n'est pas la peine de vous adresser à Monsieur Alary, parce qu'Alary n'est plus Vice-Président et il n'a pas l'intention de se battre.

**Monsieur le Président**

C'est le trajet normal en termes de réponse officielle.

**Madame JAMET**

Vous pourriez éventuellement vous adresser à Madame Delga puisqu'elle aspire à être Présidente de cette Région, mais je crois que vous y aspiré aussi.

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, je l'ai adressée à Monsieur Pierre de Bousquet, Préfet de région ; adressé à Monsieur Jean-Luc Moudenc, Président de la Métropole, Monsieur Pascal Mailhos, Préfet de la Haute-Garonne ; Monsieur Max Lévit, Premier adjoint de la Ville de Montpellier, Monsieur François Chollet, « Monsieur Montpellier » à la Métropole de Toulouse, Madame Lebranchu, Ministre de la décentralisation, Monsieur Valls, Premier Ministre ; Monsieur Cazeneuve Ministre de l'intérieur ; Monsieur Vallini Secrétaire d'Etat à la réforme territoriale et enfin, pour couronner le tout, Monsieur François Hollande, Président de la République.

**Madame JAMET**

Ceci, ça ne vous aura pas échappé, il apparaît quand même clairement que la messe est dite. Moi, ce que je vous propose...

**Monsieur le Président**

Madame Jamet...

**Madame JAMET**

Moi, ce que je vous propose...

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, vous savez bien que ce qui est à statuer, ce sont les transferts provisoires des administrations. Vous savez aussi qu'on peut envisager un certain nombre de compensations et de régulations territoriales.

**Madame JAMET**

Rien ne compensera l'hémorragie qui est en train de se préparer et qui sera mortifère pour notre Région Languedoc-Roussillon ; moi, je suis dans une logique constructive. Moi, ce que je vous dis, c'est que Monsieur Alary n'a plus aucun pouvoir.

**Monsieur le Président**

Mais vous le lui direz en séance du Conseil Régional ! Il n'est pas là Monsieur Alary !

**Madame JAMET**

Je suis en train de vous dire...

**Monsieur le Président**

Ne parlez pas dans le dos de Monsieur Alary !

**Madame JAMET**

Vous voulez gagner ? Je suis en train de vous proposer quelque chose, je vous dis : Alary, ce n'est pas la peine.

**Monsieur le Président**

Aïe aïe aïe !

**Madame JAMET**

En fait, vous faites de la politique politicienne, mais vous n'avez pas vraiment envie d'avancer ?

**Monsieur le Président**

Allez-y, terminez, Madame Jamet, parce que Monsieur Martin...

**Madame JAMET**

Je termine : ou vous vous adressez à Madame Delga ou effectivement, la dernière fois, vous m'avez coupé le micro, vous pensiez que j'étais hors sujet, je pense que votre candidature aux Régionales que vous appelez les « petites présidentielles » et qui, aujourd'hui, vous portent à penser que vous pourriez être un Comte de Toulouse 2015 ou 2016, moi, je vous invite, par mon intermédiaire éventuellement, à vous adresser à Louis Aliot, parce que vous le savez, nous le savons, il a vraisemblablement toutes les chances d'être Président...

**Madame JAMET**

... de cette super-Région, avec une vision qui tout à fait dans le sens de celle que vous défendez, de celle que nous avons dénoncée.

**Un intervenant**

Vice-Président.

**Madame JAMET**

Oui, ou vice-présidence, peut-être, enfin bon, écoutez, vous faites ce que vous voulez...

**Monsieur le Président**

Ecoutez, je comprends que ma candidature vous gêne !

**Madame JAMET**

Non, elle ne me gêne pas. Elle ne me gêne pas.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Jamet.

**Madame JAMET**

Moi, aux régionales, je voterai Aliot et vous ?

**Monsieur le Président**

Allez-y Monsieur Martin.

**Monsieur MARTIN**

Je vous remercie. Bonsoir. Bien entendu je voterai ces deux vœux, vous traitez les deux en même temps. Evidemment, ils ont le même objectif, donc évidemment je le voterai avec conviction, si je pouvais le faire avec les deux mains, je le ferais avec les deux mains, vu qu'il y a deux vœux. Tout simplement parce qu'ils constatent des arguments que j'avais dits à l'époque, où je combattais la réforme territoriale. Je voudrais être un peu moins nombrilo-centré et dépasser le simple cadre de notre grande région et de la compétition entre Montpellier et Toulouse, de toute façon, je l'avais dit et je n'étais pas le seul à l'époque, cette réforme-là ne pouvait qu'amener à une compétition entre les territoires et bien évidemment, nous y sommes dans cette compétition-là. Moi, je regrette que cette réforme n'ait pas fait le choix de s'appuyer sur la richesse démocratique qu'il y a au plus profond du cœur de nos territoires et au contraire, que ce soit à travers les grandes régions, que ce soit à travers les Métropoles à élargir. Et donc, on a là une néfaste finalité, qui a provoqué cet éloignement entre les services publics et les citoyens. Mais je suis étonné...

**Monsieur le Président**

Vous aussi vous êtes d'accord avec moi, alors ?

**Monsieur MARTIN**

A un chouïa près quand même, si.

**Monsieur le Président**

Non, par-delà le chouïa.

**Monsieur MARTIN**

Je dirais que vous êtes maintenant d'accord avec moi parce que vous, vous aviez à l'époque, défendu cette réforme territoriale...

**Monsieur le Président**

Mais la réforme territoriale, Monsieur Martin...

**Monsieur MARTIN**

Et cette réforme territoriale, elle avait forcément pour conséquence les conséquences que nous observons aujourd'hui. C'est une suite logique de cette réforme.

**Monsieur le Président**

Mais, Monsieur Martin, la réforme territoriale, elle a été portée sur les fonts baptismaux par le Gouvernement que vous soutenez !

**Monsieur MARTIN**

Non, mais...

**Madame JAMET**

Et votée par les députés !

**Monsieur MARTIN**

Vous n'allez pas me faire, moi,...

**Monsieur le Président**

Eh oui !

**Monsieur le Président**

Moi, je ne suis plus socialiste !

**Monsieur MARTIN**

Monsieur le Président, vous n'allez pas me faire moi, défenseur à votre place, de la politique de Manuel Valls, ça deviendrait beaucoup trop drôle !

**Monsieur le Président**

Soyez logique !

**Monsieur MARTIN**

Non : soyez, vous, logique !

**Monsieur le Président**

Mais, moi, je suis très logique, j'assume mes engagements !

**Monsieur MARTIN**

Je ne voulais pas, je vous assure, rentrer dans ce type de débats politiques, je dis simplement que ces affaires-là reprennent des arguments que je donnais à l'époque. Je suis très étonné, mais vraiment, très étonné, puisque la soirée est à l'étonnement sur ce sujet-là que certains puissent défendre soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs amis politiques ou de leur famille politique, certaines choses à Paris et après, s'étonner des conséquences locales que ça peut avoir. Je reprends la simple phrase que Madame Dardé a citée tout à l'heure en parlant de l'INSEE, mais on peut dire la même chose de l'EPF : « la disparition de ce service qui est un service de proximité auprès des acteurs publics locaux est tout à fait préjudiciable. Les risques encourus inquiètent les acteurs publics » Bien entendu, nous avons éloigné les services publics. On parlait, il y a un instant avec la TaM de rationalisation des services publics, il était bien évident que l'objectif, je dirais même l'objectif premier de ces réformes, en créant soit des Métropoles soit, en ce qui nous concerne, là, des grandes régions, c'était de soi-disant rationaliser les services publics.

Et je voulais être moins nombrilo-centré, parce que bien sûr, là je veux défendre l'intérêt de Montpellier et de la Métropole de Montpellier, mais ça aurait été la même chose si ça avait été Toulouse qui le perdait et ailleurs, en France des territoires gagnent des services publics, d'autres les perdent, et donc, c'était une conséquence forcément logique. C'est-à-dire que finalement ces réformes, elles aboutissent à une, on appelle ça une rationalisation, moi j'appelle ça une vente à la découpe des services publics qui sont si importants pour nos concitoyens. J'ai moi-même l'occasion, en tant qu'élus de le mesurer quand j'ai construit le PLH de l'Agglomération, en travaillant avec les informations précieuses de l'INSEE et je ne parle pas de l'intérêt et du travail précieux de l'Etablissement Foncier Régional. Les conséquences de ces choses-là, je les connais parfaitement. Donc, bien sûr, je les voterai, puisque là, à mon tour de m'étonner, l'étonnement est à la mode

ce soir, qu'on ait pu défendre cette réforme-là et aujourd'hui feindre d'être surpris que ça ait des conséquences en termes de dé-tricotage et de vente à la découpe des services publics aux populations.

**Monsieur le Président**

Moi, j'ai défendu la réforme dans la mesure où la réforme maintenait, depuis le début, des grandes régions avec des Métropoles puissantes, ce qui était le cas, avec une réduction des pouvoirs des départements ce qui n'est plus le cas !

**Monsieur MARTIN**

J'entends bien, mais...

**Monsieur le Président**

Eh oui !

**Monsieur MARTIN**

... vous ne pouviez pas ignorer que ça allait aboutir à ça !

**Monsieur le Président**

Il y a un an et demi, Monsieur Valls a annoncé que les départements allaient disparaître et aujourd'hui...

**Monsieur MARTIN**

Tout à l'heure, Monsieur Grand parlait de candide, mais vous ne pouviez pas ignorer qu'en défendant...

**Monsieur le Président**

... les départements remontent en puissance.

**Monsieur MARTIN**

... ça allait aboutir à ça !

**Monsieur le Président**

Alors vous comprenez, quand ça arrive là-haut, je ne vous dis pas au niveau du terrain ! C'est une réforme inaboutie.

**Monsieur MARTIN**

Non, non, c'était une réforme qui au contraire, dans l'objectif de... Et je suis d'ailleurs étonné de voir les gens de la droite qui passent leur temps à vouloir détruire les services publics, nationalement dans sa politique et là localement viennent les défendre parce qu'ils se rendent bien compte de l'impasse dans laquelle ils sont. Il était évident que ce type de réforme-là, c'était plus qu'évident, c'en était l'objectif, donc comment s'en étonner aujourd'hui ? Donc je les voterai à deux mains. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Bon, on est au moins d'accord là-dessus. Monsieur Rouilleault ?

**Monsieur ROUILLEAULT**

Merci, Monsieur le Président, chers collègues, permettez à l'ancien chargé de mission à la direction générale de l'INSEE où j'ai été trois ans, sur les quarante-cinq ans de carrière que j'ai faits, à la direction générale, au Secrétariat général et à la direction des ressources humaines de donner quelques éléments sur ce débat. Pour dire l'essentiel, je partage l'état d'esprit, mais je pense qu'il y a une erreur de rédaction sur un point. Ce qui a été annoncé par Jean-Luc Tavernier, le Directeur général de l'INSEE ce sont trois choses : premièrement à partir du moment où il y a non plus vingt-deux régions en Métropole, mais treize, il y aura treize directions régionales de l'INSEE en Métropole. Ça, c'est la première annonce ; la deuxième annonce qu'il a faite, c'est qu'il restera deux établissements, un établissement à Toulouse et un établissement à Montpellier. La troisième annonce qui a été faite, c'est qu'il n'y aura aucune mobilité forcée des agents de Toulouse vers Montpellier ou de Montpellier vers Toulouse. Ça, ce sont les trois choses.

**Monsieur GRAND**

C'est archifaux.

**Monsieur ROUILLEAULT**

Ce sont les trois choses qui ont été annoncées au personnel par la Direction régionale de l'INSEE.

**Monsieur GRAND**

Oui, mais ce ne sont pas eux qui décident.

**Monsieur ROUILLEAULT**

Ecoutez, vous me laissez parler, Monsieur Grand ?

**Monsieur GRAND**

Ce ne sont pas eux qui décident.

**Monsieur ROUILLEAULT**

Vous avez eu la parole tout à l'heure, je la prends.

**Monsieur le Président**

Allez-y.

**Monsieur ROUILLEAULT**

Bien. Je partage l'état d'esprit du vœu, mais il est mal rédigé sur un point, puisqu'il est dit : « demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du Siège régional de l'INSEE Languedoc-Roussillon », il n'y aura plus qu'une seule direction régionale. Donc je pense qu'il faut amender cette phrase et dire que ce que nous souhaitons, c'est que le futur directeur de la future grande région, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées soit localisé à Montpellier. Et qu'à défaut, si ce n'est pas le cas, a minima, il y ait un service d'étude conséquent puisque l'INSEE travaille en région. Non seulement pour le Préfet de région et pour le Président du Conseil régional qui sont ces deux premiers interlocuteurs pour les études régionales, mais travaillait également pour les départements, pour les Métropoles et pour l'ensemble des intercommunalités. Donc le point : a maxima, c'est la localisation du directeur régional de la grande région, a minima, c'est un service d'étude conséquent.

**Monsieur le Président**

J'entends pour la rédaction. Madame Jabado.



## **Madame JABADO**

Bonsoir, même si les élus de Grabels vont voter pour les vœux de l'affaire numéro quatre et numéro cinq, nous n'oublions pas que ces déménagements ou ces regroupements sont une et seule face de la mise en concurrence des territoires organisée par les réformes encore en cours au nom de la compétitivité. Pour nous, cette volonté affichée par le Gouvernement de mise en concurrence des territoires bouleverse le maillage démocratique et va entraîner des graves déséquilibres entre les territoires. Nous ne pouvons pas être d'accord avec cette logique d'ensemble, qui aboutit à remettre en cause des modalités d'action des élus et des pouvoirs publics. Mais surtout, cette pensée du territoire en concurrence qui pousse à revendiquer le maintien de telle ou telle structure au nom d'avantages concurrentiels, faisant primer l'attraction des investissements au détriment d'un développement équilibré, solidaire et raisonné. Vous l'avez compris, ce n'est pas en construisant un pays autour de grandes Métropoles concurrentes, puissantes économiquement qu'on répondra au sentiment de relégation de citoyens. L'avenir doit être construit avec et pour les citoyens. Merci.

## **Monsieur le Président**

Vous aussi vous êtes d'accord avec moi, c'est bien. Je suis ravi. Je vais mettre aux voix le vœu. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

## **AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION — VŒU POUR LE MAINTIEN DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON (EPF-LR) A MONTPELLIER**

## **Monsieur le Président**

Affaire numéro 5, Madame Dardé sur le maintien de l'Établissement Public Foncier.

## **Madame DARDE**

Monsieur le Président, mes chers collègues, il s'agit effectivement dans le même esprit que le vœu précédent d'insister sur l'importance du maintien de cet Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon sur notre territoire avec le plein exercice de ses compétences. Je rappelle que cet établissement a été désiré, voulu, demandé et obtenu auprès de l'Etat par les élus de Montpellier de la Ville et de l'Agglomération, qui correspond à une philosophie, à une idée du développement territorial de Montpellier et de l'ensemble de la Région, ainsi qu'à une conscience aiguë de l'importance du facteur foncier dans le développement et l'aménagement et notamment en matière de production de logement. Je rappelle comme on l'a fait tout à l'heure dans le vœu précédent, l'importance du solde démographique migratoire en Languedoc-Roussillon qui est le plus élevé de France.

C'est donc dans notre région que le besoin de logement s'avère le plus important. Le travail de cet établissement public est majoritairement, mais pas exclusivement, orienté dans la production de logement, notamment les logements sociaux. Le programme pluriannuel d'intervention de cet établissement prévoit une dévolution minimale de 70 % de ses ressources financières à la fonction logement. Cette proportion est donc le reflet de la situation du logement en Languedoc-Roussillon et doit donc être maintenue. En outre, l'EPF LR intervient à la demande de l'Etat sur les communes carencées en logement social qui sont très nombreuses en Languedoc-Roussillon puisque nous avons trente-trois communes en 2015, qui sont dans cette position. L'implantation à Montpellier correspond également au souhait de l'Etat comme des élus, que cet établissement se lance dans le soutien à d'autres politiques avec comme objectifs : le développement économique, notamment, le long de l'axe littoral, la politique de protection contre les risques, en particulier la lutte contre les submersions marines, le développement et les reconversions touristiques. En outre, les dispositions de la loi ALUR, prévoient que là où il y a un établissement public local, il ne peut y avoir un établissement public foncier d'Etat. Il serait donc paradoxal dans ce cadre que l'ex-établissement public foncier Languedoc-Roussillon s'installe à Toulouse, seule zone de la grande région où il ne serait pas compétent. En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du Siège régional du EPF LR sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Dardé. Ecoutez, on ne va pas refaire le débat du vœu d'avant, si vous en êtes d'accord ? Tout le monde est d'accord ? Madame Jamet a demandé la parole et Madame Touzard.

**Madame JAMET**

Attendez, excusez-moi, on parle bien de l'affaire 6 ?

**Monsieur le Président**

5.

**Madame JAMET**

Effectivement, je ne réitère pas, j'aurai d'autres observations à faire. Ceci étant, je vous rappelle que c'est un vœu qui n'appelle pas de vote.

**Monsieur le Président**

Madame Touzard.

**Madame TOUZARD**

Sur ce point, il faut dire au Président que derrière lui, pour moi, c'est l'ensemble d'un Conseil communautaire qui est méprisé. Dans la démarche, le fait que le Conseil métropolitain, la Ville de Montpellier, en fait, la Métropole ne soit pas consultée dans toutes ces démarches, pour moi, ça démontre vraiment un mépris des élus locaux et de la Métropole.

**Monsieur le Président**

Tout à fait d'accord.

**Madame TOUZARD**

Je vais bien entendu voter les vœux, mais j'estime qu'en tant que Conseillère métropolitaine, j'ai envie d'une action plus forte.

**Monsieur le Président**

Vous avez dans le courrier, dans l'intrados du courrier, tout ce que je dénonce sur la démarche. Je vais mettre aux voix le vœu. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

**AFFAIRE N° 6 : HORS COMMISSION — PACTE DE CONFIANCE ET METROPOLE DES PROXIMITES : BILAN D'ETAPE ET PERSPECTIVES — APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Vous avez dans cette affaire, résumées l'ensemble des actions que nous avons menées depuis la création de la Métropole, depuis le premier acte fondateur du 17 juillet 2014, qui nous permet de visualiser un certain nombre de points sur lesquels nous nous sommes engagés et pour lesquels nous avons tenu nos engagements. Il s'agit là de mettre en évidence une vision ambitieuse de la démocratie. Je vous rappelle que la Métropole avec celle de Brest sont les deux seules Métropoles qui sont construites de façon démocratique, les autres ont été décidées par la loi. Nous avons initié une approche innovante de la proximité, nous avons rencontré les Maires, les conseils municipaux et souvent, les populations des communes concernées.

Nous nous sommes engagés sur un pacte de confiance avec les Maires qui correspond à la fois à une méthode et à une forme de gouvernance que nous avons tenue. Ensuite, nous avons organisé les grandes orientations de mutualisation afin de pouvoir rationaliser l'action publique et les dépenses publiques et enfin, nous avons fait tout ça, avec le maximum de participation citoyenne. C'est un peu un bilan d'étape que nous avons fait, de cette Métropole qui a été créée le 17 juillet 2014. C'est tout simple, mais ça méritait d'être porté à la connaissance du Conseil de Métropole. Qui souhaite s'exprimer sur ce point ? Madame Jamet, Monsieur Rouilleault et Madame Lloret. Madame Jamet ?

**Madame JAMET**

Vous vous doutez bien que je ne partagerai pas votre enthousiasme. J'ai retenu quelques points, notamment sur la démocratie d'abord, vous m'expliquerez à un moment ou à un autre où elle est et comment vous l'appliquez. Je relève quand vous parlez « de petites républiques dans la grande », deux choses, d'abord, « république », ça ne veut pas dire démocratie, on l'a vu avec l'URSS, une république peut être dictatoriale.

**Monsieur le Président**

Ce sont les termes du Président de la République.

**Madame JAMET**

Pardon ?

**Monsieur le Président**

Ce sont les termes mêmes du Président de la République pour qualifier les communes.

**Madame JAMET**

Donc quand ça vous arrange, vous prenez du PS et du Hollande et vous le balancez.

**Monsieur le Président**

C'est pour ça que c'est entre guillemets, vous savez que François Hollande est un adepte du socialisme communal.

**Madame JAMET**

Il est un adepte, surtout de l'Union européenne et il a décidé de déléguer tous ces pouvoirs à une autorité qui ne lui appartient plus. Eh oui, mais c'est pour ça que vous êtes en train de vous interroger sur la fusion des régions et pourquoi on ne vous a pas demandé votre avis. D'ailleurs, on parlait tout à l'heure de Madame Lebranchu à la préfecture, Monsieur Revol, par exemple était quand même attristé par le fonctionnement de la Métropole qui privait, disait-il, il a raison, les Maires de la plupart de leurs prérogatives et il le regrettait. Donc, il ne doit pas forcément le vivre aussi bien que ça. Cependant, il a voté la Métropole. Donc ce n'est pas un souci.

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, je suis un grand démocrate parce que quand je suis arrivé ici, le règlement intérieur de l'Agglomération formait les groupes politiques à cinq. Je l'ai descendu à deux pour que vous ayez un groupe. Ne dites pas que je ne suis pas un démocrate ! Et à trois à la ville, alors que c'était à cinq aussi. Parce que vous êtes un parti politique comme les autres.

**Madame JAMET**

Evidemment. La première.

**Monsieur le Président**

Vous n'êtes pas hors système.

**Madame JAMET**

Non...

**Monsieur le Président**

Vous avez des commissions pour dégager des élus qui ne font pas le taf, vous avez des commissions de financement des campagnes, vous êtes un parti politique.

**Madame JAMET**

Vous êtes toujours sur ce truc-là, mais je vois bien, il y a quelque chose qui vous agace dans le fond, vous aimeriez ou avoir votre parti ou être dans un parti, j'ai l'impression que...

**Monsieur le Président**

Non, mais pas du tout ! Je suis hors parti.

**Madame JAMET**

Evidemment. Ça vous fait grincer des dents. Ceci dit, vous disiez un parti comme les autres, nous sommes organisés et nous nous soumettons chaque fois, systématiquement aux suffrages.

**Monsieur le Président**

Vous êtes dans le système.

**Madame JAMET**

Je tiens à vous dire...

**Monsieur le Président**

Vous touchez des financements de l'Etat.

**Madame JAMET**

Monsieur...

**Monsieur le Président**

Vous touchez des financements de l'Etat en tant que parti politique.

**Madame JAMET**

Monsieur Le Comte, écoutez-moi bien, je ne vais pas vous remercier parce que vous appliquez un principe démocratique au sein d'une assemblée ! Premièrement. Deuxièmement...

**Monsieur le Président**

Donc vous...

**Madame JAMET**

Je prends acte du fait que vous nous avez permis...

**Monsieur le Président**

Vous prenez acte du fait que je suis démocrate, merci.

**Madame JAMET**

... d'établir un groupe de personnes, moyennant quoi nous sommes deux, nous sommes autoproclamés groupe, mais nous n'avons aucun moyen financier, matériel, qui vous permette d'insister systématiquement là-dessus. Nous sommes un groupe, nous sommes scindés et nous parlons d'une seule voix. Ceci étant, vous parlez de la proximité, je vous dis : « elle disparaît vis-à-vis des citoyens qui s'adressent aux habitants » et vous parlez surtout d'une « Métropole exemplaire avec participation citoyenne » et de « dialogue public », moi, je tiens à répéter que le référendum que nous avons demandé dans le cadre de cette métropolisation, vous auriez dû le faire si vous aviez été exemplaire, citoyen, dans un esprit de dialogue et démocrate. Et deuxièmement, justement, concernant cette exemplarité, il y a quand même une chose qu'on n'a pas eu le temps d'aborder...

**Monsieur le Président**

Ça s'appelle la démocratie.

**Madame JAMET**

Qu'est-ce que vous entendez par : « un collège d' élu spécifique qui représentera au sien des Assemblées régionales » ? Je reprends les termes que vous avez donnés à Madame Lebranchu et à votre aréopage, c'est-à-dire que j'aimerais quand même savoir sur le fonctionnement ce qu'il en est, c'est-à-dire si vous pensez qu'ils doivent être autoproclamés, si c'est le pouvoir régional qui doit les désigner, s'il doit y avoir des élections, donc une strate supplémentaire. Je souhaiterais avoir des indications sur tout ça et je dirais en conclusion que tout cela est bien intéressant, ce sont des vœux pieux, mais moi je ne vois pas le fonctionnement de votre démocratie, je ne vois pas en tout cas le fonctionnement de cette Métropole que nous avons refusée depuis le début. Curieusement, ce qui paraît contradictoire et que vous ne voyez pas, justement, qui va dans le droit fil de ce qui a été imposé avec cette super-région qui sera maintenant dirigée directement par l'Union européenne.

**Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault.

**Monsieur ROUILLEAULT**

Merci Monsieur le Président, je serai beaucoup plus bref, je voudrais juste signaler que l'imprécision de rédaction au milieu de la page deux de la délibération, puisqu'il est dit qu'en avril, il a été soumis au Conseil de Métropole la charte de gouvernance du PLU et cette charte de gouvernance, nous allons l'approuver au point huit. Donc c'est une erreur dans la rédaction du point six que vous pouvez corriger sans aucune difficulté, ça me permettra d'intervenir sur le point huit de la charte.

**Monsieur le Président**

Monsieur Lloret. Madame Lloret, pardon !

**Madame LLORET**

Oui, c'est Madame. Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais profiter de ce point d'abord pour remercier l'ensemble des communes qui ont répondu à un questionnaire qu'on avait envoyé, il y a

maintenant quelques semaines sur la participation citoyenne et sur la manière dont elle est mise en œuvre dans tous les territoires communaux. Une première analyse de ces réponses montre l'intérêt porté à la démocratie participative par les élus, en particulier dans les communes de plus de 5 000 habitants qui ont sans doute plus de moyens aussi pour mettre ça en place. En tout cas, 23 communes ont répondu sur 31. Donc ça montre quand même un intérêt pour ce sujet.

Les objectifs de cette démocratie participative, ils sont en priorité : la concertation et l'information. Il s'agit ainsi de construire et de fournir ensemble des réponses adaptées aux attentes des citoyens. Les réponses fournies permettent aussi de se rendre compte que dans nos communes, cette participation citoyenne se présente sous diverses formes et ça fait une richesse intéressante du style : conseil municipal des jeunes, du style : conseil de quartier, des comités citoyen, des ambassadeurs ou des référents de quartiers ou des commissions extramunicipales. On voit énormément de choses différentes et c'est ce qui fait aussi la richesse de notre territoire à ce niveau-là.

Les résultats de ce questionnaire ainsi que la rencontre que j'ai pu avoir avec Katia Vidic qui me permettra aussi d'avoir des contacts avec le Conseil de développement me permettront dans quelques semaines de présenter ici au Conseil de Métropole un projet d'élaboration de cette charte. Je voudrais aussi signifier qu'on travaille avec la Commission Démocratie Participative que vous pouvez aussi rejoindre quand vous le souhaitez. On fait en sorte de faire maintenant les réunions en fin d'après-midi parce qu'on s'est rendu compte que dans l'après-midi, parfois ce n'est pas simple de libérer tout le monde. Au mois de septembre, le 15 septembre il y aura une première commission dans laquelle nous travaillerons à l'élaboration de cette charte présentée en fin d'année en Conseil de Métropole. Merci.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. C'est pour répondre aussi à ce que Monsieur Martin et Madame Jabado évoquaient sur l'éloignement du citoyen, c'est aussi la façon de répondre pour la Métropole vis-à-vis des populations concernées. Donc merci à Madame Lloret. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux contre. Adopté.

#### **AFFAIRE N° 7 : HORS COMMISSION — PROTOCOLE TRIENNAL – REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON — MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

#### **Monsieur le Président**

Affaire numéro 7, il s'agit de pérenniser sur trois ans, les investissements régionaux par l'intermédiaire du FEDER qui veut des explications complémentaires ? Monsieur Moure.

#### **Monsieur MOURE**

Monsieur le Président, chers collègues, juste deux demandes de précisions, concernant le prolongement de l'ancienne ligne de voie ferrée, Montpellier-Bédarieux via Paulhan, je l'avais évoqué lors de la dernière réunion.

#### **Monsieur le Président**

C'est dans le projet du CPER.

#### **Monsieur MOURE**

Parce que je ne trouve pas le détail dans les trois ans à venir des sommes qui vont être affectées. On a le global.

#### **Monsieur le Président**

Ça fait partie du volet qu'on est en train de discuter, c'est le volet territorial avec la région, mais on l'a intégré à l'intérieur.

**Monsieur MOURE**

D'accord. Et deuxième point, mais là, je demande juste une vérification, concernant le contournement Ouest de Montpellier, est-ce qu'il est intégré ? C'est l'avant-dernière ligne ?

**Monsieur le Président**

C'est dans le projet du CPER, directement.

**Monsieur MOURE**

D'accord.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 7. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux contre. Adopté.

**Madame JAMET**

Vous n'avez pas eu le CPER, vous allez voir les soucis que vous aurez.

## **AFFAIRE N° 8 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — CHARTE DE GOUVERNANCE DU PLAN LOCAL D'URBANISME — APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Madame Jannin.

**Madame JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues, dans le prolongement du pacte de confiance adopté le 17 juillet 2014 par le Conseil communautaire et dans le respect des dispositions du Code de l'urbanisme, une charte du PLU a été élaborée par les services communaux et métropolitains, en partenariat pour définir les modalités de collaboration, entre les communes et la Métropole sur la mise en œuvre autour de la compétence Plan Local d'Urbanisme. Cette charte a été présentée en Conférence des Maires le 24 novembre 2014. En effet, dans le cadre de la mise en place du PLU intercommunal, la charte de gouvernance s'appuie bien sur la double pertinence des collectivités concernées, les communes, qui sont les collectivités de proximité et en prise avec les besoins et les réalités locales et la Métropole, qui est garante de l'aménagement cohérent et solidaire du territoire métropolitain.

Le PLU intercommunal doit être un travail commun nourri des réalités locales. L'idée centrale est de fonctionner avec un système de délibérations croisées qui permette de valider les différentes propositions à la fois en Conseil municipal et en Conseil métropolitain, condition obligatoire pour rendre ces propositions opérationnelles. Ainsi la délibération que je vous propose aujourd'hui en Conseil métropolitain a été votée dans l'ensemble des Conseils municipaux. Plus précisément les principales modalités de travail commun pour l'élaboration du PLUI dans cette charte sont les suivantes : les communes sont associées tout au long de l'élaboration du document d'urbanisme et non uniquement lors des étapes de validation ; une phase de recueil préalable des projets et enjeux locaux liés à l'élaboration du PLU intercommunal est initiée à l'échelle de chaque commune ; des réunions sont organisées à l'échelle des grands secteurs du SCoT pour une vision partagée entre la Métropole et les communes ; des réunions seront programmées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celles-ci.

La Métropole met en place des moyens techniques notamment des prestataires spécialisés sur chaque territoire communal pour l'élaboration du zonage, de même, plusieurs dispositions sont prévues à chaque étape de la procédure complémentaire en complément et en précision de celles déjà prévues par le Code de l'urbanisme. Les objectifs poursuivis et les modalités de concertation sont présentés en Conférence des Maires, le projet d'arrêté est présenté à chaque Maire selon les modalités définies avec l'accord de ce dernier qui est invité à formuler ses observations dans un délai d'un mois. La prise en compte des observations

écrites et le PLU intercommunal sont présentés en Conférence des Maires, préalablement à l'arrêt du projet par le Conseil de la Métropole.

Suite à l'avis des Conseils municipaux, les amendements sont présentés en Conférence des Maires, le PLU intercommunal tenant compte des avis et remarques formulés pendant l'enquête publique est présenté en Conférence des Maires pour examen préalablement à l'approbation du projet par le Conseil de la Métropole. En conclusion, cette méthode de collaboration entre les communes et la Métropole qui est, je le rappelle, une méthode totalement innovante et inventée pour le cas du territoire montpelliérain et de la Métropole nous permet de bâtir les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en co-construction avec toujours ce double objectif, à la fois préserver et valoriser les identités communales tout en permettant un aménagement cohérent du territoire métropolitain.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Jannin. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Jamet et Monsieur Rouilleault. Rapidement.

**Madame JAMET**

Mais oui, rapidement. C'est ennuyeux de discuter comme ça, en assemblée, les débats ?

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas ennuyeux, mais c'est ennuyeux pour...

**Madame JAMET**

Pour les autres, oui !

**Monsieur le Président**

Vous savez, il y a plein d'élus qui ont envie de partir ce soir, je suis garant de l'unité du groupe.

**Madame JAMET**

Moi, j'ai envie de travailler !

**Monsieur le Président**

Travaillez rapidement, de façon concise.

**Madame JAMET**

Eh bien laissez-moi parler !

**Monsieur le Président**

Allez-y.

**Madame JAMET**

J'ai plusieurs questions, d'abord, il semble que vous reveniez à une charte de gouvernance qui est très précautionneuse, je ne doute pas de votre bonne foi et de la passion démocratique qui vous anime, je me demandais s'il y avait eu de l'eau dans le gaz et si vous aviez été obligés de mettre un peu d'huile dans les rouages ? Je voudrais savoir si l'avis vaut autorisation. Je voudrais aussi qu'on nous parle, à un moment ou à un autre, de la mutualisation et des économies d'échelle qui devaient découler de cette métropolisation. Et je souhaite, en dernier point que vous répondiez à ma question sur le collège des élus, que vous voulez intégrer ou imposer dans le cadre de l'Assemblée régionale, s'il vous plaît.



**Monsieur le Président**

Le collège d'élus, c'est très facile, c'est ce que vous vous demandez pour la proportionnelle.

**Madame JAMET**

Vous êtes d'accord avec moi !

**Monsieur le Président**

Moi, je suis d'accord avec la proportionnelle, oui. J'ai toujours dit ça. Et je pense que la Région aurait beaucoup plus de valeur, si elle était coconstruite avec les Métropoles et avec l'ensemble des territoires, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

**Madame JAMET**

Non, non, ce n'est pas la même chose. C'est ou vous présentez une liste...

**Monsieur le Président**

Non, mais on ne va pas parler des régionales !

**Madame JAMET**

Il faut être clair ! Vous n'êtes pas clair.

**Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault.

**Madame JAMET**

Vous présentez une liste !

**Monsieur ROUILLEAULT**

Un mot sur la charte de gouvernance du PLU puisque c'est le sujet, je le voterai comme je l'ai voté dans ma commune. Je voulais simplement ajouter une demande supplémentaire, c'est que les responsabilités soient très clairement explicitées, c'est-à-dire qu'on sache qui sont les chefs de projet sur chacun des secteurs du SCoT à l'intérieur de la Métropole, premièrement. Et deuxièmement qui sont les co-chefs de projet au niveau de chacune des 31 communes ? Il faut que les responsabilités soient bien claires pour que tout ça puisse fonctionner sur la durée. Ce sont des conseils de conduite de projet.

**Monsieur le Président**

OK. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Jannin vous voulez rajouter un petit mot ?

**Madame JANNIN**

Madame Jamet, nous avons une passion pour la démocratie et moi j'ai aussi une passion pour l'aménagement du territoire et nous en avons débattu avec Monsieur le Président depuis de nombreuses années. Et cette idée qui a fondé aussi notre programme et notre idée du territoire, c'était bien de replacer Montpellier dans son territoire naturel du Pic Saint-Loup à la mer. Et ça, c'est déjà prendre conscience que nous avons une ville centre sur notre territoire avec un fort dynamisme étudiant, culturel, économique. Mais la valeur de notre territoire est aussi beaucoup liée à la qualité de toutes les villes et villages qui les composent. Des villages périurbains jusqu'à des villages très ruraux, le tout imbriqué dans un ensemble d'espaces naturels d'une qualité remarquable. Et oui, cette passion-là, nous l'avons.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adopté. Merci.

**AFFAIRE N° 9 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) — VILLE DE LATTES — MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC — APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N° 10 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) — COMMUNE DE RESTINCLIERES — MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC — APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N° 11 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) — COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS — MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC — APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 12 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) — SAINT GENIES DES MOURGUES — MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC — APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions.

**AFFAIRE N° 13 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — COMMUNE DE MONTPELLIER — QUARTIER LEZ — POMPIGNANE — AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) DU 25 JUILLET 2013**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — CONVENTION ENTRE LA METROPOLE ET ASF POUR LA REALISATION DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES SUR LE FOSSE SAINT ANTOINE DANS LE CADRE DU CHANTIER DE L'AUTOROUTE A9 (PARC D'ACTIVITE ECONOMIQUE METROPOLITAIN DE MAS-SANE) — COMMUNE DE BAILLARGUES — AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Madame Jannin, rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Deux abstentions. Adopté.

Vous êtes d'accord, là ? Alors, unanimité.

**AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — APPEL A PROJETS « VILLES RESPIRABLES EN 5 ANS POUR LA RECONQUETE DE LA QUALITE DE L'AIR » — CANDIDATURE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C'est une candidature que nous proposons. Madame Jannin, dites-nous un petit mot, c'est très important.

**Madame JANNIN**

Un petit mot sur cette délibération, notre Métropole s'est dotée de sept piliers stratégiques afin de renforcer l'attractivité de son territoire dont la santé, au sens de l'OMS, c'est-à-dire le bien-être et le bien-vivre. C'est pourquoi, Montpellier Méditerranée Métropole se mobilise sur les enjeux de la qualité de l'air et ceci est en parfaite cohérence avec la mise en avant de la question de la qualité de vie, fondatrice du projet d'aménagement du territoire. A la fois comme un facteur de bien-être pour les habitants, mais aussi comme un facteur d'attractivité. La lutte pour la qualité de l'air est devenue un enjeu sanitaire et environnemental majeur et la question de la qualité de l'air est la première préoccupation environnementale des Français. Sur le territoire montpelliérain, les polluants atmosphériques sont moins concentrés que dans d'autres agglomérations comparables et surtout liés aujourd'hui, principalement au chauffage urbain et au poids du transport. Et non à la pollution industrielle comme c'est le cas dans beaucoup de Métropoles. C'est donc un atout primordial que nous avons là et qui confirme bien notre positionnement spécifique sur la question de la qualité de vie que nous avons à préserver.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite être candidate à l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans » qui a pour objectif de faire émerger des villes laboratoires, volontaires à la mise en œuvre de mesure exemplaire, destinées à obtenir des résultats concrets, et contribuer ainsi au développement local des dispositions du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte. Si la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole était retenue, pendant cinq ans, celle-ci bénéficierait d'un appui financier et méthodologique de la part des services de l'État et de l'ADEME. Le fonds de financement énergétique pourrait ainsi soutenir les études à hauteur de 50 % et les investissements hors infrastructures de transport, jusqu'à un million d'euros pour la totalité du projet. Je crois que nous pouvons tout à fait prétendre à cette labellisation.

**Monsieur le Président**

Voilà, une ville respirable !

**Madame JANNIN**

Où l'on vit bien.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas beau une ville respirable ? Monsieur Lévi, est-ce que vous pourriez, dans ce cadre, nous donner un petit aperçu de la journée délicieuse, que vous venez de passer à Paris, auprès de Madame Royal ?

**Monsieur LEVITA**

Tout à fait, Monsieur le Président. Je suis donc allé signer, en votre nom, la convention-cadre de mise en œuvre du programme territoire et énergies positives pour la croissance verte, dans laquelle, dans cette convention, dans la ligne droite de ce que vous avez proposé lors du Conseil du 6 février 2014, le Plan Climat Energie Territorial. Nous avons donc signé un certain nombre d'opérations, en accord avec Madame Ségolène Royal. Je dois vous dire que Madame Ségolène Royal a bien prévu et qu'il y avait de l'argent pour cofinancer un certain nombre d'opérations ce qui m'a bien sûr énormément intéressé. Et de plus, je l'ai invitée en votre nom à venir inaugurer la Centrale trigénérationnelle, elle m'a donné un accord de principe.

**Monsieur le Président**

Si mes renseignements sont exacts, deux Métropoles sont présentes : Grenoble et Montpellier. Merci Monsieur Lévi. Je mets aux voix l'affaire 15. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Tout le monde est d'accord pour une ville respirable !

**AFFAIRE N°16 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - SECTEUR DE LA MOGÈRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, TABELLIONS3 (GROUPE SEPTEO) ET LA SAAM - OPERATION SITUÉE AVENUE DE FIGUIÈRES A LATTES - CONVENTION - APPROBATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée. Vous êtes contre ? Vous vous abstenez ? Une question ? Allez-y.

**Madame JAMET**

La dernière fois, vous nous avez parlé de l'abandon des investissements sur la gare de La Mogère.

**Monsieur le Président**

Non, je n'ai pas dit cela. Vous transgressez en permanence mes propos.

**Madame JAMET**

Non. Je peux interpréter, mais je ne transgresse pas. Non.

**Monsieur le Président**

Si.

**Madame JAMET**

Non.

**Monsieur le Président**

Si.

**Madame JAMET**

Non. Vous connaissez trop la langue française pour savoir que ce n'est pas ça. Ceci dit, est-ce que cette remise en question pourrait remettre en question le projet foncier, l'opération qui est en train de se mettre en place ?

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier va vous répondre

**Monsieur MEUNIER**

Madame Jamet, je vais vous répondre, parce que c'est sur la commune de Lattes. Il s'avère qu'on parle du terrain qui est le long de la départementale qui relie Mauguio à Lattes, sur laquelle vous avez le lycée Champollion. C'est le terrain qui se situe entre Alstom et Schneider. C'est donc bien loin de la gare de La Mogère. C'est en limite. Les travaux de PUP vont permettre d'avoir une liaison par derrière ces entreprises, ce qui va nous permettre de configurer beaucoup mieux l'organisation de cette zone industrielle importante, une des seules qu'on ait réellement sur l'Agglomération, sur la Métropole – excusez-moi, je ne m'y fais toujours pas – de Montpellier. Le projet de SÉPTEO, c'est entre 900 et 1 200 emplois qui vont s'y installer. Donc parlons développement économique au lieu de parler d'arguties diverses et variées sur autre chose depuis le début de cette tenue d'assemblée.

**Madame JAMET**

Je n'ai pas écouté. Excusez-moi.

**Monsieur MEUNIER**

Attendez. Non, je ne vais pas répéter parce que, moi, malheureusement, je vous écoute un peu trop.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 16. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions.

**AFFAIRE N°17 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ADHESION 2015 A L'ASSOCIATION ARCHITECTURE ET MAITRE D'OUVRAGES (AMO) LANGUEDOC-ROUSSILLON**

**Monsieur le Président**

Qui souhaite s'exprimer sur ce point ?

Je mets aux voix. Contre ? Madame Jannin ne prenant pas part au vote, je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°18 : LOGEMENT - CREATION DE LA CONFERENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT ET ENGAGEMENT DE LA DEMARCHE D'ELABORATION DU PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS**

**Monsieur le Président**

Monsieur Segura.

## **Monsieur SEGURA**

Monsieur le Président, chers collègues, conformant à la loi ALUR et à la loi Lamy, nous devons mettre en place cette conférence intercommunale du logement et le plan partenarial. C'est une conférence intercommunale du logement qui élabore les orientations de la politique intercommunale et un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs. Cette conférence intercommunale du logement, la CIL, est coprésidée par Monsieur le Préfet de l'Hérault et le Président de la Métropole. La conférence intercommunale du logement de Montpellier Méditerranée Métropole constitue donc le cadre de gouvernance proposé pour concerter et piloter à l'échelle métropolitaine les politiques d'attribution de logement social et de gestion de la demande locative sociale.

Cette conférence intercommunale rassemble obligatoirement le représentant de l'Etat dans le département, les Maires des communes membres de la Métropole, les représentants du département, les représentants des bailleurs sociaux présents dans le ressort territorial de la Métropole, les représentants de tout organisme titulaire de droits de réservation, les représentants locaux des associations de locataires siégeant à la commission nationale de concertation, les représentants des maîtres d'ouvrage d'insertion gérant du patrimoine situé sur le territoire de la Métropole, les représentants des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, les représentants locaux des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement et des représentants des personnes défavorisées.

Il appartient à la CIL d'adopter les orientations concernant les objectifs en matière d'attribution de logement et de mutation, les modalités de relogement des ménages concernés par les projets de renouvellement urbain et les modalités de coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation. Sur les bases des orientations adoptées par la CIL, une convention intercommunale d'attribution de logements sociaux sera établie, conformément à l'article 8 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Le plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs, rendu obligatoire d'ici fin 2015 pour tout EPCI doté d'un PLH approuvé, ce qui est le cas à Montpellier Méditerranée Métropole, établi sur une durée de 6 ans, relève de trois principaux objectifs : disposer d'une gestion partagée de la demande entre les partenaires, satisfaire le droit à l'information pour tout demandeur de logement social et accueillir tout demandeur qui le souhaite.

A ce propos, je tenais à féliciter ACM Habitat. Nous avons inauguré les locaux le 2 juillet. Je voulais remercier Pierre Cotte...Robert Cotte, pardon ; Claudine Frêche et toutes leurs équipes, pour cet excellent travail qui a été fait. Je pense que les gens qui ont été présents, puisqu'il y a 9 personnes qui y travaillent, pourront véritablement remplir les conditions auxquelles nous oblige la loi. Voilà.

## **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Segura. Qui souhaite s'exprimer sur ce point ? Madame Cassar, Madame Dardé. Madame Cassar ?

## **Madame CASSAR**

Je sais que la parole est libre dans cette assemblée. Tout comme vous, j'ai toujours dit ce que je pensais et, souvent, les faits m'ont donné raison. Je sais que cette délibération est prise en application de la loi, mais c'est un dossier qui va soulever beaucoup de passions car comment accepter que, dans nos communes, les logements disponibles soient attribués à des personnes extérieures ? Nous avons, à Pignan, plus de 250 demandes en attente, émanant de Pignonais. Sur le dernier lotissement créé, nous avons appliqué le quota de 33 % pour les logements sociaux, ce qui représentait 32 logements. Sur ces 32 logements, seuls 5 Pignonais ont obtenu un logement, les 27 autres venant de l'extérieur et je n'en dirai pas plus. Je crains fort que l'application de cette disposition législative ne crée, au sein des communes, de fortes tensions et n'aggrave plus encore les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui.

En conséquence, la commune de Pignan ne peut que voter contre ce rapport. Bien entendu, je ne remets pas en cause l'exécutif de la Métropole mais, à travers mon vote, je veux montrer mon désaccord avec les dispositions de cette loi.

## **Monsieur le Président**

Merci, Madame Cassar. Madame Dardé.

## **Madame DARDÉ**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je pense que vous mesurez tous l'intérêt et l'enjeu qu'il y a dans cette création de cette conférence intercommunale du logement, d'abord parce qu'à travers le logement, vous savez très bien que nous avons des enjeux de peuplement, de vie de l'ensemble de nos concitoyens, sur l'ensemble de la Métropole. C'est donc pour nous un enjeu essentiel. Je voudrais dire que je pense que nous devons, au terme du pacte de confiance qui a été voté par l'ensemble des communes, ensemble, travailler pour arriver à créer ensemble cette gestion transparente, équitable, des demandes de logement sur le territoire. Madame Cassar, vous citez les demandes de logements. A Castelnau, nous en avons plus de 500 en instance, qui viennent de Montpellier, de Castelnau ou d'ailleurs. Je pense que nous devons ensemble construire un système – je l'ai dit – d'équité, de transparence, pour répondre à l'ensemble des demandes, dans un contexte de mixité sociale, d'équilibre et de bien vivre ensemble, dans l'ensemble de nos communes et des quartiers de nos villes. Je crois que nous partageons les mêmes objectifs et je suis persuadée que nous allons, avec mon collègue Segura, arriver à avancer dans ce sens. C'est un des enjeux essentiels et c'est – je crois – un des enjeux du pacte de confiance que nous avons signé ensemble. Je propose que nous puissions avancer dans cet esprit.

## **Monsieur le Président**

Merci, Madame Dardé. Monsieur Boumaaz, vous avez demandé la parole.

## **Monsieur BOUMAAZ**

Assez rapide. Je suis un peu troublé par les propos de Madame Cassar par rapport aux demandes en attente parce que, nous, à Montpellier, on a 16 000 demandes en attente. Et 16 000 demandes en attente, c'est des gens qui attendent des logements sociaux, qui sont prioritaires et qui sont toujours..., voilà, qui attendent patiemment pour avoir ces logements. Aujourd'hui, un Maire dit : moi, priorité à mes concitoyens. Je veux bien l'entendre, mais la mixité sociale est aussi importante et l'équilibre du territoire passe aussi par un vivre ensemble équitable dans le territoire, que ce soit de la population de Montpellier jusqu'à la population de Pignan. Merci.

## **Monsieur le Président**

Monsieur Meissonnier, Maire de Baillargues. Qui souhaite s'exprimer ? Et Robert Cotte.

## **Monsieur MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, je peux comprendre l'exaspération de Michelle Cassar, Maire de Pignan, puisque, comme dans toutes les corporations, il y a bailleur social et bailleur social. Je crois que les échanges que l'on pourrait avoir entre élus, propres de nos expériences passées, reviendraient à dire qu'il y a deux, trois, quatre bailleurs sociaux de référence sur notre Métropole et que ce n'est pas la peine d'aller chercher à l'extérieur des bailleurs sociaux qui viennent faire un coup sur notre territoire et qui, après, n'assurent pas le service qui est attendu par nos concitoyens, notamment pouvoir prétendre, dans un *pool* de logements sociaux assez important... On parle par exemple de 30 logements sociaux. Les Maires des communes, n'en déplaît à Djamel Boumaaz, sont très sollicités. Ils sont en proximité. Ils ont besoin d'avoir un pourcentage de logements sociaux autre que celui qu'a pu avoir Michelle Cassar. Michelle Cassar, ma collègue, semble réfractaire au développement des logements sociaux, je crois que si elle se rapproche de bailleurs sociaux dignes de ce nom, comme ACM, comme FDI, comme d'autres que je ne souhaite pas citer ici mais qui sont des professionnels et qui travaillent en étroite collaboration avec les services de la Métropole, on pourra travailler intelligemment. Là-dessus, les Maires sont donc très sollicités. Nous sommes au contact, au quotidien, des gens qui sont dans la détresse parce qu'ils ont des logements qu'ils ne peuvent plus assumer financièrement, des logements privés qui sont parfois dans des états pitoyables de salubrité. Là-dessus, je rejoins donc Michelle Cassar et je dois dire qu'il y a des bailleurs sociaux qui doivent être confortés et d'autres qui doivent être écartés et qui doivent rester sur leur territoire extérieur à la Métropole. Merci.

## **Monsieur le Président**

Robert Cotte.

## **Monsieur COTTE**

Je vais tout d'abord remercier Monsieur Meissonnier pour ces paroles parce que, finalement, il m'ôte le pain de la bouche. Je crois effectivement qu'il faut être très vigilant parce que, aujourd'hui, il y a des bailleurs sociaux qui viennent d'ailleurs, qui font des coups et qui, au bout de 20 ans, dès qu'il y a des investissements d'entretien à faire, revendent leur parc. C'est une chose.

Deuxièmement, notre politique – je parle au nom d'ACM –, lorsqu'il s'agit des logements sociaux dans les communes autres que celle de Montpellier, c'est d'être très attentifs et très à l'écoute des Maires, parce que nous comprenons très bien que, dans la construction des logements sociaux, il y a, de la part des populations et des Maires, une demande de loger leurs habitants.

Ceci dit, sur le projet qui vient d'être présenté par Madame Dardé, je suis très heureux que nous allions dans cette direction. Je crois que le partage des informations, le partage des données entre les bailleurs et une règle claire énoncée par la Métropole feront avancer tout le monde dans le bon sens.

## **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Cotte.

Je voudrais, en guise de conclusion, dire que je comprends bien entendu le point de vue des Maires qui souhaiteraient avoir davantage de logements sociaux pour les ressortissants de leur commune. Ceci étant, l'affaire présentée par Noël Segura est un engagement de la Métropole qui applique la loi ALUR. C'est une disposition qui va dans le sens de la transparence dans l'attribution des logements et dans le suivi des dossiers. Je ne peux que me féliciter de cette prise de décision parce que c'est ce que nous avons, les uns et les autres, proposé aux habitants des communes lors des campagnes électorales. Cette réponse vient illustrer la réponse politique et l'engagement politique que nous avons proposés.

Je mets aux voix l'affaire 18. Qui est contre ? 1 contre. Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

## **AFFAIRE N°19 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES TERRASSES DU CHATEAU » - RUE DU FER A CHEVAL A RESTINCLIERES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

## **Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Noël Segura ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

## **AFFAIRE N°20 : LOGEMENT - CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT SOCIAL - LOTISSEMENT « LES CONTEMPORAINES DU LEVANT », LOT N°4 – RUE DU PLATEAU A GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

## **Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée.



**AFFAIRE N°21 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « SALAISON BAT.B » - 7/9 RUE SALAISON A VENDARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N°22 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « MAS COBADO » - ZAC DES GRISETTES LOT 5A1 - 5A2 A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - DELIBERATION N°12741 DU 5 FEVRIER 2015 - MODIFICATION**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE N°23 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER - 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - AVENANT DE PROLONGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N°24 : HORS COMMISSION - APPROCHE TERRITORIALE INTEGREE EN FAVEUR DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE MONTPELLIER FEDER FSE 2015-2020 - CANDIDATURE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C'est la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole.

Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N°25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ETUDES ET DE REALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITES DU SALAISON CONFIE A LA SAAM - DEMANDE DE SUBVENTION – AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N°26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ETUDE ET DE REALISATION DE REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - MARCHE DE TRAVAUX N°2960 T13.01 - LOT N°1 - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Madame Marion ?

Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N°27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ETUDE ET DE REALISATION DE REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - MARCHE DE TRAVAUX N°2960 T13.02 - LOT N°2 - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? 2. Adoptée.

**AFFAIRE N°28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ETUDE ET DE REALISATION DE REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - MARCHE COMPLEMENTAIRE N°2960 T14.01 AVENANT N°1 AU MARCHE DE TRAVAUX N°2960T13.01 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N°29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - POLE EMPLOI HERAULT - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Madame Marion.

**Madame MARION**

Le parc d'activités du Salaison, c'est quelque chose de très important. Monsieur le Président, vous êtes passé rapidement, mais c'est très important pour le développement économique et c'est quelque chose que la Métropole doit défendre.

En ce qui concerne le rapport 29, c'est effectivement une convention classique avec le Pôle emploi Hérault. Les objectifs de ces conventions avec le Pôle emploi durent depuis un certain moment. Les objectifs sont de réussir à satisfaire les offres, d'apporter aux entreprises, évidemment, dans le cadre de leur projet d'implantation sur le territoire, des informations, de mobiliser les dispositifs, de mobiliser l'offre de service du Pôle emploi. Depuis 2009, 24 prospects avec un projet d'implantation potentielle ont été accompagnés. Il faut vous préciser qu'un suivi et une évaluation de ce partenariat sont réalisés pour chaque année civile. Ce suivi porte notamment sur les résultats des contributions du Pôle emploi. Evidemment, c'est avec aucun impact financier.

Il est donc demandé d'approuver la convention définissant les modalités de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle emploi

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°30 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - LAUZE EST - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - CONSTITUTION D'UNE RESERVE FONCIERE - DOSSIERS D'ENQUETE UNIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Madame Marion ?

Contre ?

Ah, Monsieur Petit.

**Monsieur PETIT**

Ce n'est pas vraiment des explications. Comme vous le voyez, c'est sur le secteur de Saint Jean de Védas. Personnellement, je voterai bien sûr pour qu'on puisse faire de la réserve foncière sur la Lauze Est, qui est aujourd'hui une terre agricole. Ceci dit, comme son nom – Lauze Est – l'indique, il y a une autre Lauze, qui est la Lauze Ouest. Vous n'êtes pas sans savoir – c'est passé rapidement – que les affaires 25, 26 et 27, 28 concernent le parc d'activités du Salaison, qui est globalement aussi vieux que celui de la Lauze Ouest. Tout en étant fortement intéressé pour qu'on puisse faire de la réserve foncière et permettre à de nouvelles entreprises de s'implanter sur le territoire, j'aimerais qu'avant qu'on ne s'intéresse à ce territoire d'un point de vue structuré, on puisse revoir toute la Lauze Ouest et la reconfigurer pour qu'on puisse l'utiliser d'une manière cohérente. J'aimerais donc que, bientôt, on puisse aussi avoir les 25, 26, 27, 28, 29 sur le parc d'activités de la Lauze.

**Monsieur le Président**

J'ai bien entendu votre demande, Monsieur Petit, mais il faudra qu'on la traite dans un autre cénacle que celui-ci.

**Monsieur PETIT**

J'entends bien.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 30. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions.

#### **AFFAIRE N°31 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Madame Marion ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°32 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ASSOCIATION FRENCHSOUTH.DIGITAL - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ET HEBERGEMENT DE LA MAISON DU NUMERIQUE A CAP OMEGA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Madame Marion.

**Madame MARION**

Les groupements d'entreprises comme FrenchSouth.digital constituent un maillon important de l'écosystème French Tech, comme vous le savez. Dans la continuité de l'action menée en 2013-2014 par Novae LR, FrenchSouth.digital propose également d'occuper et d'animer la Maison du numérique de la pépinière Cap Oméga. Une convention va être signée. Je tiens à préciser que cette convention, dans les locaux de Cap Oméga, sera signée pour août à décembre 2015. Dans cette convention, il y a mise à disposition d'un local au niveau de Cap Oméga. Evidemment, la contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association FrenchSouth.digital s'élèvera à 41 818 euros. Cette contribution se décompose en une subvention de 35 000 euros à l'association et un hébergement gratuit de la Maison du

numérique et des bureaux de l'association. Je tiens à préciser que dans la convention, il est noté que cette association a des rôles bien précis – animation de la Maison du numérique, des manifestations – et qu'on fera le point fin 2015 pour voir le renouvellement de cette convention.

**Monsieur le Président**

Je tiens à remercier particulièrement, pour son aide substantielle, la Région Languedoc-Roussillon.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 3 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N°33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - RESEAU DES COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE (RTES) - ADHESION 2015 - CONVENTION – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - TOURISME - CONVENTION D'AUTORISATION SIMPLE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AEROPORTUAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 contre. Adoptée.

**AFFAIRE N°35 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Tout est dans la délibération.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE N°36 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ASSOCIATION INDIGO D'OC - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Dites-nous un peu quelques phrases bien senties, Madame Marion, sur Indigo d'Oc.

**Madame MARION**

Fortement ancré dans notre culture contemporaine, le design est un réel vecteur de développement économique.

**Monsieur le Président**

Le design.

**Madame MARION**

Le design.

**Monsieur le Président**

Le design.

**Madame MARION**

Vous vous rappelez, Monsieur le Président, qu'il y a environ 3 semaines, de mémoire, les Présidents de Métropole se sont réunis à Paris avec les Directeurs de CCI, pour signer une convention entre les CCI et les Présidents de Métropole. Je vous ai représenté, Monsieur le Président. Montpellier était donc présent. Le Directeur de la CCI, Monsieur Deljarry, a mis en évidence le design sur la Métropole. Effectivement, c'est quelque chose que nous voulons soutenir et mettre en avant au niveau du développement économique. Pour cela, on vous propose de promouvoir l'utilisation de l'outil design avec la conviction que cela peut être facilité par l'union et la coopération des designers du territoire. Pour cela, Indigo d'Oc est un collectif de designers, une plateforme associative portant plusieurs objectifs. Le but de cette organisation : elle va organiser et conduire un événement qui va s'appeler *Raconter l'objet*. C'est un cycle d'initiation annuel, dont la première édition débutera le 1<sup>er</sup> octobre 2015. Il y a un cycle avec 3 objectifs principaux : expliquer au grand public le métier ; deuxièmement, proposer aux entreprises d'intégrer le design dans leur stratégie ; montrer aux institutions publiques que le design peut contribuer à l'amélioration de la fonctionnalité.

Il est donc proposé une affectation de la subvention de 10 000 euros, sous réserve de la signature de la convention de partenariat, évidemment.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Marion. Alors ? Qui s'intéresse au design ? Personne.

Alors je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité. Ah, vous votez contre le design ?

**Mme JAMET**

Non, il s'abstient.

**Monsieur le Président**

Ah bon. Deux abstentions.

**AFFAIRE N°37 : HORS COMMISSION - CONVENTIONS DE PARTENARIATS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Il s'agit de Visio Commerce et notre partenariat avec la CCI.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE N°38 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Monsieur Lévi.

**Monsieur LEVITA**

Le rapport ne présente pas beaucoup d'intérêt, Monsieur le Président, puisque c'est simplement une affectation comptable. Le compte administratif 2014 s'est clôturé, avec un résultat de 90 152 000. Je vous propose de l'affecter à 77 millions à la section d'investissement et à 12 428 000 à la section de fonctionnement.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Qui veut s'exprimer sur cette affaire ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 contre.

**AFFAIRE N°39 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Max Lévitá ?

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE N°40 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications complémentaires ?

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE N°41 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE N°42 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE N°43 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2014 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

## **AFFAIRE N°44 : FINANCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2015 - ADOPTION**

### **Monsieur le Président**

Max Lévida, 44, budget supplémentaire 2015.

### **Monsieur LEVITA**

Ce budget supplémentaire est un budget d'adaptation pour tenir compte d'un certain nombre d'opérations, en particulier liées au fait que nous avons des recettes supplémentaires. Nous devons donc affecter ces recettes.

En ce qui concerne l'investissement, en recettes, il y a 2 millions de remboursement sur le parc d'activités Portes de la Méditerranée, qui viennent donc s'ajouter. Nous avons 1 250 000 de remboursement sur le stade de la Mosson, suite aux inondations. Enfin, nous avons eu une subvention de 500 000 euros de l'Etat, dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial.

Comment nous les affectons ? 1 700 000 pour l'acquisition des locaux de la MAIF dans le cadre des transferts de compétences liés au passage en Métropole ; 1 100 000 pour réaménager le site Télédiffusion de France, pour accueillir les agents de la nouvelle régie de l'eau ainsi que les artisans d'un futur VAES éco-construction ; 600 000 euros pour l'aménagement des réseaux de voirie sur le parc d'activités du Salaison ; enfin, 480 000 euros pour financer les travaux de la ZAC des Hauts de Massane.

Pour le fonctionnement, les recettes de fonctionnement s'élèvent à 2 200 000 euros, qui concernent d'une part des contributions directes. Il y a des ajustements liés aux notifications des contributions directes et des dotations de l'Etat. Enfin, il y a la constatation d'encaissements de recettes à mi-année pour les différents produits de fonctionnement de la Métropole, qui laisse espérer une recette supplémentaire de 600 000 euros.

En dépenses de fonctionnement, 1 600 000 euros, qui constituent un ajustement minime par rapport au budget primitif et qui n'affectent pas l'équilibre général du budget. 600 000 euros sont prévus pour... C'est une diminution – le Vice-Président en est remercié – des crédits liés au marché de collecte des déchets. L'ajustement des subventions dédiées au sport et à la culture pour 500 000 euros, une augmentation des prestations de services culturels pour 260 000 euros et, enfin, l'entretien de la voirie métropolitaine à hauteur de 280 000 euros.

Les équilibres financiers ne sont pas modifiés par ces ajustements. Simplement, je vous donne une indication sur les grands équilibres en ce qui concerne le budget supplémentaire. Nous avons prévu, au niveau des emprunts, 75 millions au budget primitif, à quoi il faut ajouter 22 millions de report. Mais, dans ce budget supplémentaire, je vous propose une diminution des emprunts de 11 940 000. Au total, nos emprunts se situeront à 86 343 000 pour le budget de l'année 2015. Au total, notre taux d'épargne n'est pas modifié. Nos ratios financiers connaissent une légère amélioration en ce qui concerne le budget des transports, ce qui est bienvenu pour l'avenir.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Lévida. Une petite précision sur les locaux de la MAIF. Ce sont les anciens locaux de la MAIF qui sont juste à côté et dont nous allons avoir besoin, dans le cadre de la mutualisation, pour étendre les services de la Métropole. Ils ont donc été acquis par la Métropole.

Qui souhaite prendre la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée. 2 abstentions ? Qui est contre ? 2 contre. Abstention ? 1 abstention. Adoptée.

## **AFFAIRE N°45 : FINANCES - AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2015 - ADOPTION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Max Lévi ?

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

## **AFFAIRE 46 : GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE - BATIMENTS SPORTIFS ET CULTURELS - MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE DES ETABLISSEMENTS - AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMME - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Madame Illaire, Vice-Présidente, Maire de Cournonsec.

**Madame ILLAIRE**

Vous m'entendez ?

**Monsieur le Président**

Oui.

**Madame ILLAIRE**

Merci. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la mise aux normes accessibilité des établissements recevant du public est guidée par l'agenda d'accessibilité programmée, l'ADAP. La mise en accessibilité de cette chaîne relève d'une stratégie globale d'accessibilité que Montpellier Méditerranée Métropole définit concernant les équipements relevant de ses compétences historiques mais qui, compte tenu notamment du transfert de la voirie intervenu en janvier 2015, a vocation à être développée et précisée au fur et à mesure des réflexions, qui sont d'ores et déjà engagées, sur les liens et interactions entre le patrimoine bâti, la voirie et le transport. Ces ADAP, agendas d'accessibilité programmée, permettent de proroger la date de mise en accessibilité de 3, 6 ou 9 ans, en fonction des contraintes techniques et financières rencontrées.

Dans ce cadre, compte tenu de l'importance, de la complexité et de la diversité du patrimoine bâti de Montpellier Méditerranée Métropole, composé pour partie de bâtiments historiques, de bâtiments classés et de bâtiments implantés dans les secteurs sauvegardés, de bâtiments à très grande capacité d'accueil et de la nécessaire planification des travaux sur plusieurs années, il est proposé d'autoriser la demande d'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée pour les équipements sportifs de la Métropole, donc les piscines... Je les énumère : Suzanne Berlioux, Nakache, Marcel Spilliaert à Montpellier, la piscine Jean Vivès à Montpellier, la piscine Amphitrite à Saint Jean de Védas, Alex Jany à Jacou, Poséidon à Cournonsec, le complexe Jules Rimet à Sussargues, le stade Yves du Manoir, le stade de la Mosson et le gymnase Lou Clapas, la piscine olympique Antigone, l'espace Pitot, la piscine Jean Taris, le centre nautique Neptune, la piscine Caron, la patinoire Vegapolis, le palais des sports René Bougnol, le club house Paul Lacombe et la base canoë-kayak La Valette. Concernant les établissements sportifs, un diagnostic de l'existant est en cours. Les travaux nécessaires à la mise en conformité seront soumis pour accord préalable à la commission départementale d'accessibilité. Il y a également les établissements culturels de la Métropole – vous avez la liste – et aussi le centre funéraire de Grammont.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver la mise en œuvre d'agendas d'accessibilité programmée et la planification des travaux pour les établissements sportifs et culturels de la Métropole, d'approuver les demandes de subvention aux taux les plus élevés possibles auprès des partenaires de la Métropole et notamment au centre national pour le développement du sport. Il est demandé autorisation à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document découlant de cette affaire.

Merci.



## **Monsieur le Président**

Merci, Madame Illaire. Est-ce que quelqu'un souhaite s'exprimer sur cette affaire ? C'est une affaire importante parce que c'est la mise en conformité de tous les lieux culturels et sportifs de la Métropole. Madame Dardé.

## **Madame DARDÉ**

Si je comprends bien l'objet de cette délibération, c'est effectivement de demander la prolongation de la date de mise en accessibilité, dans un délai de 3, 6 ou 9 ans, de l'ensemble de nos bâtiments sportifs et culturels.

## **Madame ILLAIRE**

C'est exact.

## **Madame DARDÉ**

Je comprends l'importance et l'impact que peuvent revêtir, notamment financièrement, les mises en accessibilité de l'ensemble de ces bâtiments. Il me semble cependant qu'on aurait pu, peut-être, essayer d'envisager de rendre accessibles, dans un délai un peu plus rapide, un certain nombre de ces établissements sportifs ou culturels, ce qui aurait permis de donner peut-être un peu de perspective à plus court terme pour un certain nombre de personnes qui ont des handicaps et qui souhaitent pouvoir accéder à ces bâtiments. Je rappelle aujourd'hui que cette prolongation de cet agenda suscite quand même, de la part des associations qui défendent les intérêts des personnes handicapées, un certain nombre de revendications et de mécontentements, par rapport à ce délai qui est très long. Je comprends qu'il y ait des impacts économiques importants, on pourrait peut-être voir, dans nos délibérations, si certains de ces établissements peuvent être mis en conformité plus rapidement que d'autres. Dans ce cas-là, est-ce que vous pouvez nous préciser lesquels ?

## **Madame ILLAIRE**

J'entends votre demande. Certains établissements ont déjà avancé, les travaux sont déjà entamés et même terminés. Je vous communiquerai la liste.

## **Monsieur le Président**

Monsieur Travier, pour les établissements culturels, est-ce qu'il y a certains travaux qui sont faits et d'autres qui sont en cours ?

## **Monsieur TRAVIER**

Je comprends, Monsieur le Président, chers collègues, l'interrogation de Madame la Vice-Présidente. Mais, d'abord, il y a des problèmes très compliqués dans les bâtiments culturels qui sont anciens. Pour mémoire, j'indique qu'un ascenseur pour les personnes à mobilité réduite, à l'Agora, va nous coûter 1 million et demi d'euros. Il y a vraiment des contraintes immobilières et architecturales qu'il est très difficile de solutionner. Ce travail, comme l'a dit Madame Illaire, est bien avancé pour bon nombre d'établissements, même si cela n'apparaît pas dans la délibération. La volonté de Madame Illaire et la mienne sont vraiment très déterminées, en ce sens que c'est un besoin impératif pour que toutes les personnes souffrant de handicap puissent accéder à la culture à Montpellier et dans la Métropole. Mais on est plus avancé que la délibération ne le laisse penser.

## **Monsieur le Président**

Monsieur Meissonnier.

## **Monsieur MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, comme le disait Bernard Travier, notamment par rapport à l'intervention de Catherine Dardé, je tiens à signaler ici que faire des travaux, notamment sur les piscines, engendre une interruption de toute pratique, notamment au niveau du tissu associatif, au niveau de tout ce qui est sport et tout. Des efforts ont été faits par les services de la Métropole pour rendre justement ces travaux d'accessibilité, notamment au niveau de certaines piscines, les moins contraignants, pour permettre bien sûr l'accessibilité à des personnes qui sont atteintes de handicap et cela, grâce à l'intervention de Fabien Abert – je tiens à le signaler ici – et à l'étroite collaboration qu'il peut y avoir entre les services de la ville et les services de la Métropole. Des travaux ont donc été faits, en pénalisant le moins possible les associations qui utilisent les piscines.

## **Monsieur le Président**

Merci. Simplement, il eût été, peut-être, bien de mentionner tout cela dans la délibération. C'est ce que voulait dire Madame Dardé. Il y a des travaux qui sont réalisés, d'autres qui sont en train d'être faits, c'était bien de pouvoir le dire, pour éviter qu'elle ne soit conçue de façon abrupte. Merci à Monsieur Meissonnier et à Monsieur Travier d'avoir rétabli la vérité. Madame Danan.

## **Madame DANAN**

Juste une question. Est-ce qu'il y a d'autres organismes qui participent à ce financement de mise aux normes ?

## **Monsieur le Président**

Non. Et pour la ville de Montpellier, on a ouvert une autorisation de programme de 60 millions d'euros, pour vous dire.

Je mets aux voix l'affaire 46. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°47 : RESSOURCES HUMAINES - MISE A JOUR DES CONCESSIONS DE LOGEMENT - LISTE ET MODALITES D'ATTRIBUTION - APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Pierre Bonnal.

## **Monsieur BONNAL**

Vous avez une délibération. En clair, on est rattrapé par le calendrier – merci, Christian – de ce qu'on avait voté en 2013. Là l'échéance arrive au 1<sup>er</sup> septembre 2015. On rentre donc dans la nouvelle procédure pour tous ces concierges. Rien à ajouter, sauf s'il y a des questions, bien sûr.

## **Monsieur le Président**

Qui demande des explications supplémentaires ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

## **Monsieur BONNAL**

Merci.

## **AFFAIRE 48 : RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE DE LA FILIERE ARTISTIQUE - MODIFICATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications à Pierre Bonnal ? Personne ?

**Monsieur BONNAL**

Non, j'allais simplement faire « ouh ». La filière artistique, c'est quelque chose d'assez grandiose en France, enfin, dans la fonction publique territoriale. En recrutant partout, dans tous les coins de France, c'est très bien, parce qu'on se rend parfois compte de certaines anomalies. Mais, rassurez-vous, Monsieur le Président, on est parfaitement dans la légalité.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

## **AFFAIRE 49 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Monsieur le Président**

Affaire 49 : modification du tableau des emplois et des effectifs. Un mot, Pierre, s'il te plaît.

**Monsieur BONNAL**

Ce n'est pas la première fois que je le dis. Pour reprendre ce que disait Madame Jannin tout à l'heure concernant PLU et PLUi, on voit, au fur et à mesure, se constituer la nouvelle branche, la nouvelle Direction, pas la nouvelle Direction, mais le fait que la Direction – on va simplifier – urbanisme se renforce de plus en plus.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 contre. Adoptée.

**Monsieur BONNAL**

Merci.

## **AFFAIRE 50 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR PYLONES, SUPPORT D'ANTENNES RELAIS DE TELECOMMUNICATION - CONVENTIONS-TYPES ET REDEVANCES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Madame Guiraud, vous souhaitez rajouter quelque chose au titre ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

Je vous signale qu'en ce moment même, il y a le troisième concert, de Tohu-Bohu, sur la place Georges Frêche, devant la mairie de Montpellier. C'est blindé. Pour le troisième soir – j'ai les photos en direct –, c'est énorme. 5 000 personnes ce soir. Pas un incident. Je touche du bois. Mais il y a les services d'ordre, il y a la sécurité qui est faite. On a même inauguré, avec Monsieur El Kandoussi, le concert techno. Madame Santarelli était là aussi, Mademoiselle Bodkin. On est allé participer physiquement à l'événement. Madame Jannin était là aussi, Madame Dray, Monsieur Krzyzanski, Monsieur Abert, Bernard Travier, Ma-

dame Lévy, Madame Marsala, Luc Alberne, Monsieur Cousquer. Enfin, ils étaient tous là. Ils étaient venus.

**AFFAIRE 51 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - MARCHE N°4025MG15 DE PRESTATION DE TELESURVEILLANCE ET INTERVENTIONS DE SURETE ET SECURITE DES EQUIPEMENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (PC EMILE ZOLA) - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LES MARCHES**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 52 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE - FOURNITURE DE GAZ NATUREL POUR LES SITES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - MARCHES SUBSEQUENTS LOTS N°1 ET 2 - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LES MARCHES**

**Monsieur le Président**

Ce sont des marchés. Qui veut des explications auprès de Madame Titina Dasylyva ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 53 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE CO-PRODUCTION D'EXPOSITION AVEC LE CLEVELAND MUSEUM OF ART - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Dites-nous un mot, Monsieur Travier, sur le Cleveland *museum*.

**Monsieur TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une exposition importante d'art africain, qui est mise en place par le musée Fabre, à travers le réseau FRAME, auquel nous appartenons. Cette exposition est donc co-organisée avec le musée de Cleveland. Elle aura lieu au musée Fabre à la rentrée, si je me souviens bien. J'ai oublié la date. Du 28 novembre au 6 mars 2016. Il y a donc un partenariat entre les deux musées. Chaque partie a bien sûr des obligations à sa charge, qui sont on ne peut plus classiques : assurance, transport, conditionnement, etc.

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications supplémentaires sur Cleveland *museum* ? *Nobody* ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE 54 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UM3/MUSEE DES MOULAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Ce sera inauguré bientôt.

**Monsieur TRAVIER**

Début septembre.

**Monsieur le Président**

Début septembre, le même soir que le musée des Matelles.

**Monsieur TRAVIER**

En présence du Président du Louvre, Monsieur Martinez, qui a tenu spécialement à venir et qui, bien sûr, m'a demandé, au mois de mai, s'il pourrait vous rencontrer à cette occasion.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 55 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LA SOCIETE DES AUTEURS DANS LES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES (ADAGP) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE 56 : CULTURE - MUSEE FABRE - MARCHE N°3951DC15 DE GARDIENNAGE DU MUSEE FABRE ET DE L'HOTEL SABATIER D'ESPEYRAN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE CONSULTATION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications complémentaires ?

Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 57 : CULTURE - PARTENARIAT PEDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL ET L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 58 : CULTURE - FONDS SPECIAL CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS « CLUB LYRIQUE DE MONTPELLIER » ET « COLLECTIF KOA » - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE 59 : CULTURE - ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE - NOUVEAUX STATUTS - DESIGNATION DES MEMBRES QUALIFIES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 59 : école nationale supérieure d'art dramatique, nouveaux statuts et désignation des membres qualifiés. Les membres qualifiés, c'est qui ?

Solange Oswald. C'est ça ? Elysé Lopez et Marc Ychou.

**M.TRAVIER**

Et Monsieur Plazy.

**Monsieur le Président**

Et Frédéric Plazy.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

## **AFFAIRE 60 : CULTURE - DOMAINE DE CASTRIES - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - AVENANT N°2 RELATIF AUX CLAUSES D'ASSURANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

## **AFFAIRE 61 : CULTURE - MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE ZOLA - CONVENTION DE POLE ASSOCIE DOCUMENTAIRE REGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON AVEC LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Dites-nous un mot là-dessus, Monsieur Travier, s'il vous plaît.

**Monsieur TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, il y a deux délibérations qui sont proches, la 61 et la 62. L'objet est un peu différent mais l'esprit, bien évidemment, est le même. C'est associer la médiathèque centrale Emile Zola avec la Bibliothèque Nationale de France. Dans la première, il s'agit de numériser toutes nos sources documentaires de type régional. Ce n'est pas nouveau, puisque depuis 1998, nous sommes en partenariat avec la BNF. Nous avons le statut de dépôt légal d'imprimeur pour les 5 départements du Languedoc-Roussillon. Il y a maintenant un second pôle associé qui est créé pour favoriser la lecture régionale. Ce pôle est élargi. Aux 4 membres initiaux du pôle associé, s'ajouteront l'université de Montpellier, l'université Paul Valéry pour sa bibliothèque, ainsi que la ville de Nîmes pour sa bibliothèque municipale classée. Convention conclue pour une durée de 5 ans, qui fixe les objectifs que vous avez à la délibération et le projet poursuivi.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 61. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE 62 : CULTURE - MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE ZOLA - CONVENTION DE COOPERATION DOCUMENTAIRE POUR LA CONSTITUTION D'UNE BASE DE DONNEES NUMERIQUES DE LA PRESSE ANCIENNE AVEC L'ASSOCIATION LANGUEDOC-ROUSSILLON LIVRE ET LECTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 62 : c'est la même chose.

Je mets aux voix. Contre ?

**Monsieur TRAVIER**

Là, c'est pour la presse ancienne.

**Monsieur le Président**

Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE 63 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE DEPOT-VENTE DU CATALOGUE DE L'EXPOSITION « LUCIEN PELEN. A LA PORTE DES MEMOIRES » - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 64 : CULTURE - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN - ANCIEN MUSEE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGERIE (MHFA) - MARCHE N°3133DC13 DE PRODUCTION ET REALISATION DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS ET MULTIMEDIAS POUR LE MHFA - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIETE NARRATIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 65 : CULTURE - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN- ANCIEN MUSEE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGERIE (MHFA)- PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHE DE TRAVAUX N°3132DC12 LOT N°15 AVEC LA SOCIETE REIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée. 2 abstentions.

**AFFAIRE 66 : CULTURE - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN -ANCIEN MUSEE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGERIE (MHFA)- PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHE DE TRAVAUX N°3132DC12 LOT N°19 AVEC LA SOCIETE BOSCHER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Centre d'art contemporain. Il s'agit là d'un protocole transactionnel au marché des travaux.

Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 67 : CULTURE - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN-ANCIEN MUSEE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGERIE (MHFA) – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AU MARCHE DE TRAVAUX N°3132DC12 - LOT N°21 AVEC LE GROUPEMENT SODAC - ETABLISSEMENTS JF CORTINA - SOPESUD - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 67 : toujours pareil, protocole transactionnel au marché des travaux. Ce sont tous les marchés de travaux qui s'arrêtent pour reprendre dans le cadre de la reconfiguration du musée. Monsieur Meissonnier ? C'est celui d'après.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 68 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - JEU DE BALLE AU TAMBOURIN - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Monsieur Meissonnier.

**Monsieur MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une affectation de subvention à destination du Tambourin. Il nous a paru judicieux d'attribuer une subvention de 500 euros aux différents clubs de Tambourin qui maillent la Métropole, notamment le Tambourin de Lattes, le Tambourin de Cournonsec, le Tambourin de Cournonterral, de Fabrègues, de Grabels, de Jacou, de Lavérune, de Montpellier, de Pignan, de Saint Georges d'Orques, de Saussan et de Vendargues. Au-delà de ça, il y a une subvention de 5 000 euros qui est attribuée pour l'organisation des masters de Tambourin à Cournonterral, qui auront lieu les 28, 29, 30 juillet, dès 16 heures 30, ainsi qu'une subvention de 1 000 euros pour le grand prix de Tambourin de Montpellier 3M. Je signale qu'entre le grand prix de Tambourin et les différentes traditions qui peuvent mailler le territoire de notre Métropole et la course camarguaise, nous avons une identité qui est aussi forte que celle de Bretagne. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Qui veut prendre la parole à la suite du Vice-Président ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Je dis à Monsieur Breysse que nous essaierons de tout faire pour inaugurer le tournoi de Tambourin à Cournonterral, le 28.

**Monsieur MEISSONNIER**

Nous sommes toujours très bien reçus par Monsieur Breysse à Cournonterral. Je suis persuadé que nous le serons de même à Cournonsec, l'année prochaine.

**Monsieur le Président**

Comme on a fait l'an dernier, d'ailleurs.

Je mets donc aux voix l'affaire 68. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.



**AFFAIRE N°33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - RESEAU DES COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE (RTES) - ADHESION 2015 - CONVENTION – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je reviens sur l'affaire 33. Tout à l'heure, nous devons désigner un membre de l'assemblée pour le réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire. Je vous propose, si vous en êtes d'accord, la candidature de Catherine Dardé. Est-ce qu'il y a d'autres candidatures ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

**AFFAIRE 69 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - BATIMENTS SPORTIFS - AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION - INFRASTRUCTURE NUMERIQUE - APPLICATION MOBILE VOGO SPORT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Monsieur Meissonnier.

**Monsieur MEISSONNIER**

Nous sommes là avec la société Vogo, qui est une start-up montpelliéraine, qui est basée au Millénaire, dans le domaine du sport et du numérique. Elle a quand même été élue start-up sportive de l'année 2014. La société Vogo propose une technologie numérique unique qui permet aux spectateurs d'événements sportifs de revoir des séquences et des actions sur leur smartphone ou leur tablette, *via* une application gratuite. Vogo a déjà couvert de nombreux événements sportifs sur notre Métropole : championnat d'Europe de judo, championnat d'Europe de gymnastique, championnat de France de natation, Festikite. En France, elle a couvert Roland Garros.

Le partenariat avec la Métropole : il est proposé d'autoriser Vogo à installer des infrastructures numériques nécessaires au fonctionnement de son système dans 5 de nos établissements : stade de la Mosson, Yves du Manoir, piscine olympique Antigone, palais des sports René Bournol, patinoire Vegapolis. La durée, c'est toute la saison sportive 2015-2016, soit jusqu'au 30 juin 2016, cela pour une redevance de 2 300 euros, qui est répartie sur les différents sites. Je tiens à faire remarquer que la Métropole de Montpellier serait la première collectivité de France à équiper ses installations sportives, de manière fixe, de ce système numérique innovant, tout cela bien sûr en lien avec la French Tech, chère à notre amie Chantal Marion qui a soutenu cette entreprise, cette société, qui est une entreprise de Montpellier. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Qui souhaite rajouter quelque chose ? Personne.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Merci, Monsieur Meissonnier.

**AFFAIRE 70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SCHEMA DIRECTEUR D'EAU POTABLE - COMMUNE DE SUSSARGUES - MODIFICATION DU PROGRAMME DE SECURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je vais présenter les affaires de René Revol, sur l'eau, en son absence. Vous m'arrêtez si vous souhaitez des explications complémentaires.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE 71 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - TRAVAUX D'EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION DE COURNONTERRAL/COURNONSEC - MARCHE N°2858EA12 - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 72 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - OFFRE DE CONCOURS RELATIVE A L'EXTENSION DU RESEAU D'EAU POTABLE POUR LA DESSERTE DU CHATEAU DE FOURQUES A JUVIGNAC - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 73 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CRUES DES 29 SEPTEMBRE ET 6 OCTOBRE 2014 – DOMMAGES OCCASIONNES SUR LES COURS D'EAU ET LES OUVRAGES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Ce sont des demandes d'aides financières. Si Monsieur Calvat veut dire un mot là-dessus ? Parce que c'est important. C'est important, les dommages sur les ouvrages d'eau potable. Renaud.

**Monsieur CALVAT**

Merci, Monsieur le Président. Simplement, René Revol m'avait demandé de présenter les rapports et donc de l'excuser, mais vous le faites...

**Monsieur le Président**

Ah, pardon, je ne savais pas.

**Monsieur CALVAT**

... et vous le faites très bien, donc cela ne me pose aucune difficulté.

**Monsieur le Président**

Fais-le, Renaud, il n'y a pas de problème.

Donc je mets aux voix la 73.

**Monsieur CALVAT**

Oui, on est sur le 73. C'est les demandes de subvention que vous venez de présenter.

**Monsieur le Président**

OK. Je mets aux voix la 73. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE 74 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PROJET DE RECHERCHE « QUEL IMPACT DE LA MULTIPLICATION DES MODELES DE GESTION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT ? » - CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE L'IRSTEA, AQUA D'OC-REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER 3M - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 74, Renaud Calvat.

**Monsieur CALVAT**

Il s'agit de cofinancer une thèse, avec l'institut de recherche IRSTEA, concernant la multiplication des modes de gestion de l'eau, entres autres celui de l'eau publique. Nous proposons donc de subventionner cette thèse à hauteur de 10 000 euros.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès du rapporteur Renaud Calvat ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 75 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNEE 2014 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Renaud Calvat.

**Monsieur CALVAT**

Nous devons, comme chaque année, voter le rapport annuel, qui vous a été présenté. Là, nous votons le rapport concernant l'année 2014, donc avant le vote, ici même, de la mise en place de la régie publique de l'eau. En 2014, 7 contrats de délégation de service public étaient signés, pour un total de 71 000 abonnés. 1 684 prélèvements ont été réalisés. Ils sont de très bonne qualité. Le prix de l'eau varie, en fonction des contrats, de 0,82 centime à 1 euro 48 le mètre cube. Nous avons bon espoir, avec René Revol, d'obtenir une baisse du prix de l'eau après la mise en place de la régie publique.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications à Renaud Calvat ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée. 2 abstentions.

**AFFAIRE 76 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DURANET - EXPERIMENTATION - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Renaud Calvat ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions.

**AFFAIRE 77 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNEE 2014 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Renaud Calvat ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 78 : TRANSPORTS ET MOBILITE - EXTENSION DE LA 1ERE LIGNE DE TRAMWAY AU PEM MONTPELLIER SUD DE FRANCE – AVENANT N°1 AU MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE GENERALE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Madame Gianiel, un mot.

**Madame GIANIEL**

Cette affaire concerne l'extension de la ligne 1 en direction de la gare de la Mogère. Un marché de maîtrise d'œuvre avait été passé avec l'entreprise Ingerop/Richez pour assurer les missions de maîtrise d'œuvre sur cette extension. Afin de garantir la bonne coordination de ce projet d'extension du tramway ligne 1 avec les projets de la gare TGV et les ouvrages de franchissement de l'A9 qui sont actuellement en cours, il convient de passer un avenant au marché, de manière à intégrer des missions nouvelles de maîtrise d'œuvre. Juste pour information, elle ne représente pas plus de 10 % de la tranche ferme initiale du marché, donc un montant global forfaitaire de 49 000 euros hors taxes, et a fait l'objet d'un passage en commission d'appel d'offres, début juillet, où elle a reçu un avis favorable.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 79. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Une intervenante**

C'est 78.

**Monsieur le Président**

C'est 78. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 1 abstention. Adoptée.

**AFFAIRE 79 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY - MARCHE N°3.583 - EQUIPEMENTS EN ABRIS VOYAGEURS, MAINTENANCE, ENTRETIEN ET GESTION DE LA PUBLICITE - AVENANT N°4 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès d'Isabelle Gianiel ?

Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 80 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY - MARCHE N°02M5830 - ÉQUIPEMENT EN ABRIS VOYAGEURS DES ARRETS DU RESEAU DE TRANSPORT ET DES STATIONS DE LA 2EME LIGNE DE TRAMWAY DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N°4 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 81 : TRANSPORTS ET MOBILITE - DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LE GROUPE MIDI LIBRE ET LA SOCIETE 20 MINUTES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 82 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES ETUDES ET TRAVAUX RELATIFS A LA CREATION DU POLE D'ECHANGES MULTIMODAL DE BAILLARGUES - PHASE 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès d'Isabelle Gianiel ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 83 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VOIRIE ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE RESTINCLIERES ET COURNONTERRAL – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Il y en a toute une série comme ça. Monsieur Youssous, faites-nous un petit résumé, s'il vous plaît, sur l'affaire 83 et les suivantes.

**Monsieur YOUSSEUS**

Pour l'affaire 83, dans le cadre du transfert de compétences voirie espace public, les communes la Métropole ont convenu que les opérations d'investissement sur les voiries pourraient être financées par un fonds de concours communal, en complément des attributions de compensation provisoires. Il est donc proposé d'accepter les fonds de concours arrêtés par les communes de Restinclières et Cournonterral, pour les investissements 2015.

Pour l'affaire 84, il s'agit, comme nous l'avons déjà vu ensemble pour d'autres communes, de définir les modalités de poursuite des opérations de voirie décidées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les communes de Baillargues et de Cournonterral, les opérations suivies par les communes soient transférées à la Métropole suivant les tableaux figurant dans les délibérations, les communes de Baillargues et de Cournonterral ayant déjà approuvé ces listes par les délibérations de leur conseil municipal.

Pour les affaires 85, 86, 87, 88, une convention de fonds de concours par les communes de Restinclières et Cournonterral. Avec le transfert de compétences de voirie espace public, la Métropole disposera, en 2016, des marchés passés par les communes qui auront été transférés à la Métropole. Pour faire face au besoin qui ne sera pas couvert par un marché communal, il vous est donc proposé d'autoriser le lancement des consultations dans les domaines suivants : fourniture et pose de mobilier urbain pour l'affaire 85, entretien et d'aménagement des espaces verts pour l'affaire 86, missions de géomètres pour l'affaire 87, étude pour le projet de voirie pour l'affaire 88, contrôles extérieurs des travaux pour l'affaire 89. Il est donc proposé de passer des marchés à bons de commande multi-attributaires sans minima maxi.

**Monsieur le Président**

Parfait, Monsieur Youssous.

Je mets aux voix l'affaire 83. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

84. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

85. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

86. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

87. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

88. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

89. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 90 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - MARCHE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR LE NETTOIEMENT DE L'ESPACE PUBLIC - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Cyril Meunier, rapporteur ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 91 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MARCHE N°3696GD14 D'ACHAT D'UN BROYEUR MOBILE POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS DE LA PLATEFORME DE GRAMMONT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications complémentaires auprès de Cyril Meunier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 92 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - AVENANT N°1 AU MARCHE N°3525GD14 (LOT N°3) RELATIF A LA FOURNITURE ET A L'ENTRETIEN DES PNEUMATIQUES DES VEHICULES DE LA REGIE DE COLLECTE ET DE LA PLATEFORME DE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS DE GRAMMONT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 93 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - MARCHE N°3915GD15 DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS EN POINTS D'APPORT VOLONTAIRE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Cyril Meunier, rapporteur ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 94 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MARCHES DE PRESTATIONS DE SERVICES N°3787 (LOT SUD) CONCLUS AVEC LA SOCIETE MEDITERRANEE DE NETTOIEMENT (SMN) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Marchés de prestations de services conclus avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement. Qui veut des explications auprès de Cyril Meunier ?

Je mets aux voix.

Monsieur Meunier.

**Monsieur MEUNIER**

Président, ce n'est pas que j'aie une folle envie de faire durer...

**Monsieur le Président**

Le suspense.

**Monsieur MEUNIER**

... le suspense ou le Conseil, mais, quand même, les affaires là ne sont pas innocentes. C'est la collecte des ordures ménagères sur nos communes pour les années qui viennent. Je voulais juste prévenir définitivement et officiellement. Par ce vote, vous allez suivre les préconisations qui sont les nôtres si vous le souhaitez. Nous allons donner le lot sud à la société méditerranéenne de nettoyage, qui l'avait déjà.

Ensuite, sur l'affaire 95, on est sur le lot nord et, là, il y a un changement important. Jusqu'à présent, c'était SITA SUD. C'est URBASER qui va assurer cette collecte, sachant qu'il y a eu un changement sur les communes, mais on l'avait vu.

Ensuite, sur l'affaire suivante, le centre-ville, il y a une modification importante sur Montpellier, puisqu'on a relié le nettoyage et les déchets, pour une efficacité beaucoup plus importante quant à la propreté de notre ville centre. Là, c'est la société SMN qui a remporté le marché.

Je continue pour dire que sur la périphérie de Montpellier, en dehors de l'Ecusson et du centre-ville. C'était le marché précédent. Je vous prie de m'excuser. L'affaire 97, c'est le centre-ville, nettoyage et collecte : SMN également.

Et on en aura terminé, puisque 98, c'est l'affaire générale du rapport sur l'élimination des déchets.

Je voulais juste dire une chose. Mon ami Max Lévitte l'a dit tout à l'heure. C'est vrai que sur ces marchés, nous avons estimé qu'on serait aux alentours de 36 millions. On est à 36 millions 8, à 500 000 euros près. On gagne de l'argent, évidemment, parce qu'on passe de C2 à C1 et on réduit un peu le nombre de collectes

sur certaines autres zones. Mais, ça, ce n'est qu'un gain de 1 million 5 sur les 4 millions 7 qu'on fait de gain, puisque c'est dans les négociations qu'on a réussi à obtenir 11 % d'économie par rapport aux marchés précédents, ce qui permet, une fois de plus, à notre Direction des déchets, de permettre à Monsieur Lévi de passer des nuits un peu plus tranquilles quant à la recherche de ces économies. Et j'en suis ravi, amicalement, pour vous, mon cher ami.

**Monsieur le Président**

J'avais l'intention de vous donner la parole sur l'ensemble des dossiers, Monsieur Meunier, en vous remerciant d'avoir présidé toutes ces commissions qui sont nombreuses. Qui souhaite s'exprimer sur le lot d'affaires 94, 95, 96, 97 et 98 ? Madame Galabrun.

**Madame GALABRUN-BOULBES**

Je voulais savoir ce que vous aviez décidé pour le Zéro Waste. Je m'adresse au Président.

**Monsieur le Président**

Pour le... ?

**Madame GALABRUN-BOULBES**

Le Zéro Waste. Je le prononce mal, je pense. C'est anglais. Vous savez, ce label concernant le zéro déchet, auquel on pourrait souscrire en tant que Métropole.

**Monsieur le Président**

Oui, c'est l'appel à projets de Ségolène Royal, je crois.

**Madame GALABRUN-BOULBES**

Il faut faire attention, cela s'arrête au 31 juillet. Si on veut avoir des subventions, il faut qu'on se dépêche.

**Monsieur le Président**

On doit regarder ça. On en a parlé avec Christian Fina à la sortie de la réunion que nous avons eue avec les associations de Saint-Drézéry et de tout le secteur lié au casier. On va regarder si on peut encore. On va voir ce qu'on peut faire.

**Madame GALABRUN-BOULBES**

D'accord. Tout à fait. Et je voudrais prendre des nouvelles du tube, savoir s'il a été changé et si tout va bien.

**Monsieur MEUNIER**

Le tube de l'été fonctionne très très bien dans mon quartier. Je vous invite à en installer. Le choix du matériel est totalement pertinent parce qu'il ne sent pas, il ne fait pas de bruit et il collecte plus que les 14 malheureuses poubelles sur les 250 villas qui peuplent mon quartier. Cela va très bien. C'est à 150 mètres de chez moi. Je vous le garantis. Je sais que la commune de Vendargues, que je tiens à remercier ici, s'est proposée pour en prendre 3. Je remercie Philippe Saurel de l'attention qu'il porte à me dire à quel endroit, dans les zones d'immeubles, il va vouloir installer les siennes. Je remercie tous les Maires qui se sont portés candidats pour le soutien qu'ils m'ont apporté face à des services peut-être un peu dubitatifs quant à mon idée originelle. Mais je suis persuadé qu'on va augmenter considérablement la collecte des biodéchets et donc pouvoir faire, dans AMÉTYST, un compost de très haute qualité grâce à tous les biodéchets qu'on récupérera dans les tubes que nous allons installer tout au long de l'été. Merci à toi, Jacky, de m'avoir posé la question. Je suis très content d'y répondre.



## Monsieur le Président

Je vous propose de voter d'abord sur l'affaire 94, qui est le marché de prestations de services conclu avec la société méditerranéenne de construction, SMN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

L'affaire 95, c'est le marché de prestations de services conclu avec la société URBASER. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions.

L'affaire 96, c'est le marché conclu avec la SMN. Contre ? Abstention ? Adoptée.

97. Il s'agit de la collecte des déchets et du nettoyage des espaces publics du centre-ville de Montpellier, conclu avec la SMN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

Affaire 98. C'est le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets pour l'année 2014. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 contre.

## **AFFAIRE 99 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MONSIEUR ET MADAME BARRAL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Madame GALABRUN-BOULBES**

Il y a des petits problèmes de fissures qui vont être réglés, à hauteur de 2 700 euros, mais qu'on partage avec Buésa.

## Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 99. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

## **AFFAIRE 100 : HORS COMMISSION - RELATIONS INTERNATIONALES - PACTE URBAIN SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES - MILAN, ITALIE - AUTORISATION DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

## Monsieur le Président

Madame Touzard.

### **Madame TOUZARD**

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit ici de la signature que va faire Montpellier Méditerranée Métropole au pacte de Milan. Le pacte de Milan est une initiative de la ville de Milan, dans le cadre de la foire exposition qui se tient cette année à Milan et qui, pour la première fois, est thématique. Son thème est *feed the planet*, donc nourrir la planète. Milan a eu l'initiative d'appeler une vingtaine de grandes villes du monde, essentiellement, pour une grande part, des capitales, pour élaborer un pacte, une sorte de charte, d'engagement qu'ont ces grandes villes autour de l'alimentation durable. A l'occasion d'une mission que nous avons faite dans le cadre de la foire expo au mois de mai dernier, on a rencontré les élus de Milan et on a été invité à rejoindre l'ensemble de ces grandes villes. Parmi les signataires, il y a par exemple New York, Moscou, etc. En ce qui concerne la France, pour l'instant, 5 villes vont signer ce pacte et je pense que cela en restera là : Paris, Marseille, Lyon, Grenoble – enfin, villes ou Métropoles – et la Métropole de Montpellier. Nous avons contribué à ce pacte, nous avons amendé, à partir de l'expérience de notre politique agricole et alimentaire. Cette délibération vise donc à soutenir une mission avec le Président pour aller signer ce pacte en présence des 44 autres Maires. A l'issue de cette signature, qui se tiendra lors de la journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre, les Maires ou Présidents de Métropole remettront ce pacte à Ban Ki-moon, Secrétaire des Nations Unies, qui sera présent.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Touzard. Nous voyagerons ensemble jusqu'à Milan. Qui demande des explications auprès d'Isabelle Touzard ?

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 101 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - REPRESENTANTS DE LA METROPOLE - DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 101 : il s'agit de désigner les représentants de la Métropole pour des organismes extérieurs. Pour la commission d'élaboration et de suivi du plan de protection de l'atmosphère, je vous propose, en titulaire, Madame Jannin et, en suppléant, Monsieur Meunier. Pour la SOMIMON, je vous propose Isabelle Touzard. Pour la ligue du Languedoc-Roussillon handball, Monsieur Meissonnier assisté de Monsieur Guittet. Pour le groupement pour l'insertion des personnes handicapées physiques, titulaire, Madame Illaire, suppléante, Madame Gianiel.

Je mets aux voix les propositions de désignation. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 102 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

**Monsieur le Président**

Il s'agit là des listes des membres des commissions de la Métropole, parce qu'il y a beaucoup d'élus qui ont souhaité y participer. Vous avez la liste. Elle est très impressionnante. Il faut donc la porter aux voix de notre Conseil.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE 103 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE (BRL) – RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

C'est le rapport annuel de l'Administrateur pour approbation. Madame Gianiel.

**Madame GIANIEL**

Une bonne année pour BRL, une augmentation de capital à hauteur de 7 millions d'euros, à laquelle nous n'avons pas participé. D'ailleurs, je pense que, dans l'avenir, il faudra peut-être qu'on se pose la question, puisqu'aujourd'hui, la Métropole montpelliéraine ne représente que 0,08 % du capital de la société alors que, néanmoins, nous bénéficions largement de son action. L'alimentation d'eau brute assurée par BRL nous permet non seulement de desservir, en eau potable, les communes de Lattes, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour partie, mais également de faire du soutien d'étiage sur le Lez. Je souhaite donc qu'on puisse repenser la question à l'avenir.

**Monsieur le Président**

Madame Gianiel, quel est l'actionnaire majoritaire ?

**Madame GIANIEL**

La région, quasiment.

**Monsieur le Président**

Ah, ben voilà. Soyez patiente.

**Madame GIANIEL**

Voilà donc pour l'élément essentiel d'information que je voulais vous dire. Après, le reste se trouve dans la délibération.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 103. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE 104 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE (SERM) – RAPPORT SPECIAL 2014 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Madame Guiraud.

**Madame GUIRAUD**

Très rapidement. Monsieur le Président, mes chers collègues, il s'agit du rapport spécial 2014 de la SERM. Sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique, pour ce qui concerne l'année 2014, les opérations confiées à la SERM par Montpellier Méditerranée Métropole sont : la ZAC Eurêka, extension sur la commune de Castelnau-le-Lez ; la ZAC Garosud, extension sur les communes de Montpellier et Lattes. Vous avez le détail des opérations dans la délibération.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 105 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT (SAAM) – RAPPORT SPECIAL 2014 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications complémentaires sur la SAAM ?

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 106 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL 2013 ET 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Madame Guiraud.

**Madame GUIRAUD**

Peut-être, Président, de manière très synthétique. Sur ces rapports, qu'est-ce que je vais pouvoir vous dire ? Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 27,61 % des actions. Au 31 décembre 2014, l'effectif de la SERM, en équivalent temps plein, est de 75,2 personnes. En 2014, l'activité fonctionnement aména-

gement a présenté un déficit de 886 000 euros, contre 600 000 euros en 2013, avec une dégradation notamment du résultat opérationnel. Sur le département énergie, par contre, on est beaucoup mieux, puisqu'il y a eu un bénéfice de 1 023 000 euros, contre 1 831 000 euros en 2013. L'opération ARES : un petit bénéfice de 15 000 euros, contre 709 000 euros en 2013, bénéfice bien inférieur puisque 2014 était l'année de la cession. Le résultat net après impôts est de 153 000 euros, contre 874 000 euros en 2013. Le chiffre d'affaires total de 2014 connaît une progression de 21,66 %. Les prévisions pour l'année 2015 confirment un maintien des concessions d'aménagement pour les prochaines années. Cette prévision confirme la tendance de la SERM à se positionner de manière plus affirmée comme l'opérateur des communes et de Montpellier Méditerranée Métropole, avec néanmoins un fléchissement sensible au niveau de l'activité de mandat. Sur les activités du secteur logement, il y a toujours des opérations importantes sur Montpellier : Rive Gauche, Jacques Cœur, Consuls. Niveau important de cession des charges foncières, 1 336 logements prévus pour 2015. Au niveau du secteur économique, c'est un petit peu plus de 43 000 m<sup>2</sup> d'activités tertiaires qui devraient être cédés sur 2015. Il faut également noter la continuité au niveau des filiales de la DSP pour le réseau Montpellier de chaud et de froid et, ensuite, les activités des filiales Energies du Sud, HélioTam et Seaman.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame Guiraud. Merci à Monsieur Max Lévi, Président de la SERM, et à Monsieur Christophe Perez, Directeur général, pour le redressement de l'institution.

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

### **AFFAIRE 107 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Bernard Travier.

### **Monsieur TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, cette affaire a donné lieu à de nombreux articles de journaux, parfois inutiles, parfois utiles, comme celui de ce matin. Que s'est-il passé exactement ? Cette société inquiétait la Métropole parce qu'il y avait une certaine opacité qui y régnait. Il y avait des inquiétudes pour le personnel et manifestées par le personnel, tenant à la gouvernance. Malheureusement, le Directeur général, Antoine Perragin, est décédé. S'ouvrait une période d'incertitude supplémentaire dans la mesure où la société proposait que le Directeur général adjoint assure l'intérim.

Devant les difficultés que nous imaginions, il ne s'agissait pas de faire preuve de défiance à l'égard du Directeur général adjoint, mais de trouver une solution qui soit rassurante pour tout le monde. C'est la raison pour laquelle nous avons voté, majoritairement, pour la désignation d'un mandataire provisoire. Les termes qui ont été utilisés dans la presse sont inexacts, puisqu'il a toujours été prétendu que c'était un mandataire judiciaire qui avait été désigné. Bien évidemment, Olivier Fabre est mandataire judiciaire mais, dans ce cas particulier, il a été désigné en qualité d'administrateur provisoire.

Le Président du Tribunal de Commerce a été saisi par voie de requête. Comme tout magistrat, il a dû vérifier que la demande était régulière, recevable et bien fondée, quand bien même il n'y a qu'une partie qui soutient une demande devant lui. Il a rendu sa décision très rapidement, c'est-à-dire le 2 juillet 2015. Il a défini la mission de Maître Fabre dans les termes suivants : assurer la gestion courante de la société, organiser la convocation de tout Conseil d'Administration ou de toute Assemblée Générale qui serait utile à la désignation des mandataires sociaux, poursuivre les négociations en cours avec la société Apart City Park and Suites quant aux conditions de sortie d'un contrat de *naming* et partenariat, et signer, après autorisation du Conseil d'Administration, l'éventuel accord obtenu.

Je dois préciser qu'à ma demande et sur mon insistance, Montpellier Events s'est enfin résolu à assigner, quelque temps avant, en référé-provision, la société Park and Suites, qui nous devait des sommes extrême-

ment importantes, qui découlait d'un contrat de *naming*. Lors de l'audience de référé, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce a fait ce que les textes lui permettaient de faire, c'est-à-dire qu'il a provoqué le rapprochement des parties et suscité une conciliation. A l'heure qu'il est, nous avons reçu le projet de conciliation, la dernière mouture, qui est, à mon avis, satisfaisant, dans la mesure où il permet le rapprochement des parties, il permet le paiement de tous les arriérés. Nous devons être à peu près à 750 000 euros d'arriérés. Il prévoit que les enseignes seront prises en charge, par Park and Suites, à la valeur d'achat et non pas à la valeur comptable au bilan, ce qui atténuera le coût de la dépose. Enfin, il est prévu que les redevances nous seront payées jusqu'au mois de mars 2016 et que les parties seront à ce titre remplies de leurs droits.

Il y avait une question qui, pour nous, était prépondérante, c'était celle du personnel. Vous m'avez demandé, Monsieur le Président, de les recevoir. Je les ai reçus en urgence. J'ai reçu tous les syndicats qui l'ont demandé et les représentants du Comité d'Entreprise. L'entretien s'est on ne peut mieux passé. Lors de cet entretien, les représentants m'ont indiqué qu'ils se plaignaient d'un manque de dialogue social au sein de l'entreprise, ce que Madame Martin-Privat avait d'ailleurs soulevé lors d'un précédent Conseil d'Administration, et d'un manque de clarté. Je précise qui était présent : la Secrétaire du Comité d'Entreprise, le Secrétaire adjoint, le délégué syndical CFDT et les délégués cadres au Comité d'Entreprise. Il y a 142 salariés dans cette entreprise. Au terme de notre entretien, ils nous ont dit qu'ils nous faisaient confiance et qu'ils faisaient confiance au Conseil d'Administration.

Il y a eu ensuite un second Conseil d'Administration, au cours duquel il nous a été demandé de voter une délibération sur le projet de transaction avec la société Park and Suites. Je dois dire que Renaud Calvat et moi avons dû nous mettre au travail et faire réécrire complètement ce projet de délibération. C'est chose faite. Nous ne voulions pas voter un texte qui était extrêmement large et qui ne prévoyait ni garantie ni obligation pour notre adversaire. Nous en sommes là.

Il y a un second contrat qui pose des difficultés, c'est Open Sud de France. Il résulte des travaux du Conseil d'Administration que c'est encore une fois la Métropole qui a demandé qu'on sache exactement quelle était la portée des obligations qui avaient été souscrites par les parties. J'avais demandé et proposé que le **Professeur Petel** soit désigné et rende une consultation. Cette consultation a été rédigée, signée et remise au Conseil d'Administration. Elle est d'une clarté absolue. Elle est technique et compliquée, mais elle est parfaitement claire dans ses conclusions. Nous sommes donc juridiquement beaucoup mieux placés que ce qu'on voulait bien nous dire.

Voilà, Monsieur le Président et chers collègues, la situation. Ce matin, vous avez dû voir dans la presse locale que l'Administrateur, Olivier Fabre, a communiqué sur la situation. Il dit : certes, il y a eu une disparition des fonds propres pour partie, des capitaux propres pour partie, ce que nous avons avancé comme moyen. Je dois dire aussi que malgré les critiques dont nous avons été l'objet, il n'est venu à l'idée de personne d'attaquer la décision rendue par le Président du Tribunal de Commerce, puisque s'agissant d'une décision rendue non contradictoirement, toute partie y ayant intérêt pouvait le saisir par voie de référé-rétractation. Personne ne l'a fait. C'est donc que nous étions bien fondés à agir de cette manière. L'Administrateur, ce matin, s'est expliqué de manière extrêmement claire dans la presse qui, à un moment, au détour d'une phrase, réduit cette action à un contentieux entre la Région et la Métropole, ce qui n'est pas le cas. Je rappelle que la Présidente a été élue à l'unanimité et qu'il n'a jamais été question de lui compliquer la vie mais, par contre, d'être beaucoup plus exigeant, d'exiger de cette société et de ses cadres qu'ils soient plus réactifs pour ce qui est du recouvrement des créances et qu'ensuite, s'il y a une difficulté d'interprétation sur un contrat important, on ne reste pas 6 mois à se rouler les pouces ou à réfléchir : on agit et on fait quelque chose. C'est ce qui a été obtenu grâce à l'action des Administrateurs de la Métropole et d'autres qui ont voté dans le même sens que nous.

Voilà les observations que je vous devais.

## **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Travier. Merci pour tout le travail que vous avez fait personnellement et avec l'ensemble du Conseil d'Administration et l'aide de Christian Fina, Directeur général.

Il fallait nommer un Administrateur provisoire. C'était impératif. Impératif. A cette tribune, j'avais, il y a 1 mois et demi, évoqué les grosses difficultés que traversait Montpellier Events. J'avais indiqué que je

n'étais absolument pas certain de l'avenir de la structure, parce qu'il y avait une série de paramètres qui me paraissaient pour le moins peu précis et discutables. Le Conseil d'Administration, sous la gouvernance de Bernard Travier, a proposé et a fait voter l'administration provisoire et Maître Olivier Fabre, qui en a pris les commandes. C'est une bonne chose. Vous avez vu que le partenaire privilégié, Park and Suites, a souhaité se retirer du *naming*, laissant la structure sans sponsor. Mais s'ils se sont retirés, c'est qu'ils avaient des raisons. Nous ne pouvions pas, nous, qui sommes actionnaires majoritaires... Je rappelle que Montpellier Events, c'est la Métropole plus la ville de Montpellier qui sont majoritaires dans le Conseil d'Administration. Et si nous avons accepté de donner à Agnès Jullian la Présidence, c'est sur un accord qui a été passé entre Damien Alary et moi-même. Nous l'avons fait et nous n'avons pas lésiné. Toutes les voix de la Métropole et de la ville de Montpellier se sont portées sur Agnès Jullian. Il n'y a eu aucune réserve. Mais lorsque la structure connaît des difficultés et qu'on met la tête dans le sable, nous avons la responsabilité de ne pas laisser partir à vau-l'eau Montpellier Events, d'autant que nous ne connaissons pas l'avenir de la structure. Aujourd'hui, Montpellier Events est piloté par Agnès Jullian, Conseillère régionale. Cela ne vous a pas échappé, dans 5 mois, il y a une autre élection régionale. *Quid* de la structure Montpellier Events dans la grande région ? Et nous sommes pour le moins majoritaires. Nous devons donc nous prémunir tous les mauvais coups et nous avons décidé, d'un commun accord, qu'un Administrateur provisoire devait être désigné. La majorité, qui n'était pas active contre l'élection de la Présidence, s'est manifestée et a montré qu'elle était majoritaire pour la nomination de l'Administrateur provisoire, parce que c'était une nécessité pour la sauvegarde de Montpellier Events. L'avenir nous a donné raison. On a donc sauvé, quelque part, la structure.

### **Monsieur TRAVIER**

J'ajoute, Monsieur le Président, chers collègues, que le recrutement du Directeur général est lancé et qu'en principe, il devrait être effectif pour la fin de l'année.

### **Monsieur le Président**

Nous nous sommes gentiment révoltés.

Je mets aux voix le rapport de Bernard Travier. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

### **AFFAIRE 108 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT LANGUEDOC ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD) - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Madame Marsala.

### **Madame MARSALA**

Il vous est présenté ici le compte rendu des activités 2014 de la société publique locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement. On dira LRAD par la suite, cela va faciliter les choses. La LRAD est composée de 5 personnes. Elle a été créée en 2010 par la Région Languedoc-Roussillon et par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui détient toujours 33,24 % du capital. Cette société a pour objet de concevoir et d'étudier des dossiers ou opérations d'ingénierie de projet innovant pour le seul compte de ces deux actionnaires. Cela touche des domaines comme l'énergie renouvelable, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions innovantes, les montages technico-économiques originaux à forte valeur ajoutée en matière de développement économique. On vous présente donc ici le bilan pour l'année 2014. Il y a eu 10 contrats de prestation intellectuelle qui ont été passés à la LRAD, dont 4 par Montpellier Méditerranée Métropole. Le bilan financier accuse une légère baisse par rapport à 2013, -31,8 % d'entrées, mais aussi une baisse des dépenses de -22,22, qui a été en conséquence. Ce que l'on peut dire, c'est que ce bilan, qui présente un léger déficit de 20 900 euros, n'est pas très inquiétant. Il y a beaucoup de contrats qui sont en discussion et 2015 s'annonce plus fructueux et plus équilibré, semblerait-il. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Marsala. Qui veut des explications complémentaires ?

Je mets aux voix l'affaire 108. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE 109 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SFMA – RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

C'est Annie Yague la rapporteuse.

**Madame YAGUE**

Monsieur le Président, chers collègues, un petit point sur la SFMA, qui n'a pas eu d'exercice en 2014. L'année 2014 a été marquée par la mise en œuvre de la procédure de délégation de service public relative au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole, dont l'attribution s'est concrétisée par délibération du Conseil de communauté en date du 30 octobre 2014. L'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi déléguée à la SEM SFMA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 15 ans. Ainsi il conviendra de noter que la SEM SFMA n'a pas exercé d'activité d'exploitation en 2014 mais aura dû, par ailleurs, engager un certain nombre de dépenses dans le but de répondre à la procédure de mise en concurrence, puis de préparer la mise en œuvre de la future exploitation dans le cadre du passage en DSP. Le capital de la société, inchangé en 2014, s'élève à 1 210 000 euros. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire principal, avec 82,64 % du capital. Elle détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration. N'ayant aucune activité en 2014, le résultat de l'année affiche une perte de 76 865 euros. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 133 135 euros.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Yague. Qui souhaite intervenir ?

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 110 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM – RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Monsieur El Kandoussi.

**Monsieur EL KANDOUSSI**

Monsieur le Président, mes chers collègues, en 2014, la société TaM s'est attachée à poursuivre et à développer ses activités d'exploitation du réseau de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole, ses activités en mandat pour la construction des lignes de tramway, ainsi que la gestion du stationnement et des horodateurs sur voirie. Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2014 et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 27,79 % des actions. Elle occupe 4 sièges sur 12 au Conseil d'Administration. L'effectif moyen de la société TaM au 31 décembre 2014 s'établit à 1 114 équivalents temps plein, auxquels s'ajoutent 10 personnes mises à disposition. Toutes activités confondues, le total des produits s'établit à 101 191 000 euros. Le résultat net de l'exercice 2014 s'affiche en bénéfice à hauteur de 582 000 euros. Il intègre le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi, pour 1 855 000 euros, au titre de l'exercice 2014. Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 18,75 millions d'euros, ils représentent 27 % du total du bilan. Le chiffre d'affaires, hors subvention forfaitaire et incluant les compensations sociales, lié à l'activité transport, atteint les 51,93 millions d'euros et se trouve en progression de

0,63 million d'euros, soit 1,2 % par rapport à 2013. L'activité transport présente un résultat positif après impôts de 273 000 euros. Vous avez l'ensemble des éléments dans la délibération. Pour terminer, TaM a répondu en 2014 à la consultation de la ville de Montpellier concernant le futur parking de la gare Saint-Roch, maintenant en activité, et a obtenu en 2015 le contrat d'affermage d'une durée de 15 ans, de 2015 à 2030. Le résultat du stationnement après impôts s'établit, en 2014, à 215 000 euros, avec un chiffre d'affaires de 7,80 millions d'euros, en baisse de 6,8 % par rapport à 2013. Le retour à un résultat positif s'explique notamment par la fin de la charge du crédit-bail du parking Europa en janvier 2014 et par la compensation tarifaire du délégant.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur El Kandoussi. Qui demande des explications complémentaires ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE 111 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT SAAM – RAPPORT ANNUEL 2013 ET 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Souhaitez-vous des explications complémentaires ?

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adoptée.

**AFFAIRE 112 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT - L'OR AMENAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Monsieur Rico pour la société publique locale d'aménagement L'Or Aménagement.

**Monsieur RICO**

Monsieur le Président, chers collègues, la société publique locale d'aménagement L'Or Aménagement a pour objet l'étude et l'aménagement de terrains, mais aussi l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur des équipements réalisés sur le territoire de l'Agglomération du Pays de l'Or, ainsi que la mise en valeur des patrimoines bâtis, non bâtis, des espaces naturels. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57 % du capital de la société, 51 % étant détenus par la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or. Montpellier Méditerranée Métropole est représenté par 1 poste au Conseil d'Administration. Du point de vue de l'activité 2014, sont à souligner les opérations d'aménagement concernant la ZAC des Châtaigniers à Saint Aunès, la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison, la ZAC Font de Mauguio à Mauguio, la ZAC des Roselières à Valergues. Du point de vue financier, la SPLA L'Or Aménagement enregistre, pour 2014, un chiffre d'affaires hors taxes de 707 000 euros contre 641 000 en 2013 et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 141 000 euros, contre 214 000 en 2013. Les capitaux propres s'établissent à 1 323 000 euros.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Rico. Qui demande des explications au rapporteur Jean-Pierre Rico ? Madame Jamet.

**Madame JAMET**

Non, juste, parce que cela va bientôt se terminer – il n'y a plus qu'un rapport –, je voulais savoir si, selon vous, cette séance s'était déroulée assez rapidement, vu que nous avons respecté un silence que vous appelez tous de vos vœux. Peut-être trop long parce que, quand même, le groupe UMP n'a pas réussi à tenir jusque-là. Mais outre la lecture de nos éminents...



**Monsieur le Président**

Il n'y a pas de groupe UMP. Madame Jamet, il n'y a pas de groupe UMP.

**Madame JAMET**

Ah bon.

**Monsieur le Président**

Et il n'y a pas de groupe Républicains non plus.

**Madame JAMET**

Oh, c'est dommage.

**Monsieur le Président**

Il n'y a qu'un groupe Front National.

**Madame JAMET**

Ceci dit, ce que je tenais à vous dire, c'est que vous vous rapprochez, peut-être dangereusement, selon moi, en tout cas, exactement, du fonctionnement de Monsieur Alary à la Région, quant au fonctionnement de l'assemblée, l'exercice de la démocratie, etc. Si vous devez vous présenter et si, comme je le pense, nous sommes à la Présidence de la future Région, je peux vous assurer que nous respecterons les droits de la démocratie, du débat, et non pas seulement...

**Monsieur le Président**

Hors sujet.

**Madame JAMET**

... des questions et des lectures.

**Monsieur le Président**

Hors sujet.

Je mets aux voix l'affaire 112. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE113 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2014 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Dernière affaire de l'ordre du jour. Ne partez pas. Il reste une affaire, l'affaire 113. C'est Monsieur Cour qui va nous la présenter, dans le détail.

Sur la SOMIMON, le marché gare. C'est vachement important, le marché gare, parce qu'avec Madame Touzard, sur l'alimentation et la production du grand territoire, il faut quand même qu'on ait des éléments précis. Monsieur Cour, laissez-vous aller.

**Monsieur COUR**

J'ai la chance d'avoir la dernière. Monsieur le Président, chers collègues, bonsoir.

**Monsieur le Président**

Parlez bien dans le micro, Monsieur Cour, comme Mademoiselle Lledo, parlez bien dans le truc, sinon on ne vous entend pas.

**Monsieur COUR**

Doucement ?

**Monsieur le Président**

Doucement.

**Monsieur COUR**

La SOMIMOM réalise l'exploitation du marché d'intérêt national, MIN de Montpellier, qu'on appelle aussi marché gare, dont la zone de chalandise s'étend à Béziers, Montpellier, Nîmes, Millau, mais de façon plus générale au Gard, l'Hérault, la Lozère et l'Aveyron. La société assure...

**Monsieur le Président**

Répétez les départements, c'est important pour la suite.

**Monsieur COUR**

Le Gard, la Lozère, l'Aveyron et on passera en dernier l'Hérault.

**Monsieur COUR**

C'est un minimum.

**Monsieur COUR**

La société assure ainsi la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

**Un intervenant**

Il y a le bandeau qui te cache.

**Monsieur COUR**

En 2014...

**Monsieur le Président**

Ne vous laissez pas perturber, Monsieur Cour. Allez-y, continuez tout droit.

**Monsieur COUR**

J'écoutais le rire.

En 2014, la société a poursuivi la réflexion et les études de son projet de modernisation et d'insertion urbaine du MIN. A cette occasion, les questions de logistique urbaine, de proximité et de plateforme multimodale, en lien avec le projet de renouvellement urbain du quartier de la Restanque, ont été étudiées. Cette réflexion doit conduire à concrétiser le plan stratégique d'évolution à moyen terme de la société. Ce projet bénéficiera à l'ensemble de la filière de la distribution alimentaire de proximité et rayonnera au-delà des frontières de la Métropole. Je vous passe certains détails. Les chiffres...

**Monsieur le Président**

Non, non.

**Monsieur COUR**

Non ?

**Monsieur le Président**

Non, parce que c'est important. Vous êtes en train de nous dire qu'on va investir entre 6 et 10 millions d'euros sur le marché gare pour l'alimentation, pour refaire tous les frigos, pour refaire tous les locaux et permettre d'avoir un rayonnement sur le grand territoire, suite à l'alimentation et à la politique alimentaire qu'on met en place et pour lesquelles on va signer à Milan. Si je vous ai mis en dernier, c'est pour que vous ne fassiez aucun cadeau sur les détails, tous les détails.

**Monsieur COUR**

Bien, Monsieur le Président. Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre, pour 2014, 22 arrivées sur le site et 5 agrandissements, contre 3 réductions de surface et 14 départs. Les éléments financiers au 31 décembre 2014 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement, service et investissement, ambitieuse de la SOMIMOM, avec la poursuite de la participation des investissements au côté des opérateurs, la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur de la logistique urbaine et des économies d'énergie. Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 702 000 euros, en baisse par rapport à 2013, soit -69 000 euros, soit -2,47 %. 603 000 euros pour la filière agroalimentaire, en légère progression, +7 000 euros. 668 000 euros pour la filière fruits et légumes, qui représente une activité essentielle pour la société, 24,7 % de son chiffre d'affaires, identique à 2013. 151 000 euros pour l'activité horticole, stable par rapport à l'année 2013. 500 000 euros pour l'activité de plateforme frigorifique qui représente plus de 18 % du chiffre d'affaires, en diminution de 7 000 euros. Les produits totaux représentent 2 998 000 euros, en baisse de 72 000 euros, donc -2,35 %, pour un total de charges de 2 995 000 euros, soit -69 700 euros, le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à +3 000 euros. Les capitaux propres de la société délégataire s'élèvent désormais à 1 074 000 euros.

**Monsieur le Président**

Parfait. Merci, Monsieur Cour. Il y en a qui s'en tape complètement des frigos, mais c'est important, les frigidaire, parce qu'on ne peut pas...

**Monsieur COUR**

On mutualise.

**Monsieur le Président**

C'est dans ces grands frigos que les gens peuvent maintenir la production de façon permanente. En plus, il y a un commerce de glace. Vous ne l'avez pas dit.

**Monsieur COUR**

Je voulais vous laisser le dire, Monsieur le Président, en plein mois de juillet.

## **Monsieur le Président**

Qui veut des explications complémentaires auprès de Monsieur Cour ? Personne ? Avant de faire voter, je voudrais vous souhaiter de bonnes vacances. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Monsieur Meunier a demandé la parole. Ne partez pas.

## **Monsieur MEUNIER**

Une assemblée n'est jamais assez longue quand elle traite des dossiers de sa compétence. Il y a un dossier qu'on n'a pas du tout abordé, parce qu'il n'y avait pas de sujet pour le faire, mais il faut que vous sachiez qu'il y a 15 jours, nous avons remporté le plan d'aménagement de risque inondation, le PAPI 2, qui va permettre de mettre en sécurité Fabrègues et la basse vallée du Lez. Je voulais remercier l'ensemble des services qui ont travaillé à cette obtention, ainsi que les services de la DREAL qui nous ont aidés. On a 14 millions et on a les engagements de la Région, du Département de l'Hérault et de l'Etat de nous cofinancer. Je tiens aussi à les en remercier. Merci à vous.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*